

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration



*Mécanismes consultatifs interétatiques sur la
migration et pacte mondial pour des migrations sûres,
ordonnées et régulières*

Genève, 10-11 octobre 2017



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression, par l'OIM, d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel des migrations humaines et ordonnées sont bénéfiques pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels que pose la migration ; favoriser la compréhension des questions migratoires ; encourager le développement économique et social par la migration ; et préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Editeur : Organisation internationale pour les migrations

17, route des Morillons

Case postale 17

1211 Genève 19

Suisse

Tél. : +41 22 717 91 11

Télécopie : +41 22 798 61 50

Courriel : hq@iom.int

Internet : www.iom.int

© 2017 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre – sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

*Mécanismes consultatifs interétatiques sur la
migration et pacte mondial pour des migrations sûres,
ordonnées et régulières*

Genève, 10-11 octobre 2017

Rapport Succinct



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Table des matières

Liste d'acronymes	5
Introduction.....	7
1 Contexte de la septième Réunion mondiale des PCR et du pacte mondial sur les migrations	9
2 Résumé des travaux et faits saillants des discussions	11
2.1 Conclusions clés de la septième Réunion mondiale des PCR	11
3 Recommandations transrégionales concernant le pacte mondial sur les migrations, son suivi et sa mise en œuvre	13
3.1 Cinq priorités transrégionales à introduire dans le pacte mondial sur les migrations	13
3.2 Cinq recommandations transrégionales concernant le suivi et la mise en œuvre du pacte mondial sur les migrations	16
Conclusions	21

Liste d'acronymes

Déclaration de New York	Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants
FIR	Forums interrégionaux sur la migration
FMMD	Forum mondial sur la migration et le développement
IDM	Dialogue international sur la migration
MCIM	Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration
ODD	Objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
Pacte mondial sur les migrations	Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
PCR	Processus consultatifs régionaux sur la migration
Programme 2030	Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030
Résolution relative aux modalités	Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Introduction

La septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration, organisée les 10-11 octobre 2017 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Genève, avait pour thème général « Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ». Son objectif était de recueillir les points de vue, ainsi que des contributions et des recommandations concrètes, sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (« pacte mondial sur les migrations » ou « pacte mondial ») de la part des processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR), des forums interrégionaux sur la migration (FIR) et des processus mondiaux sur la migration, ainsi que de leurs principaux partenaires régionaux – organisations économiques régionales et commissions régionales des Nations Unies.

Cette réunion a rassemblé 92 délégués, dont 52 représentants de 22 PCR, FIR et processus mondiaux sur la migration,¹ de cinq commissions régionales des Nations Unies et de cinq organisations économiques régionales. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales² et les cofacilitateurs chargés de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales relatives au pacte mondial sur les migrations ont également pris la parole.³ Pour la première fois, une session a été consacrée aux actions communes avec des partenaires non gouvernementaux, à laquelle ont participé des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG), des milieux universitaires et du secteur privé, ce qui montre l'importance que revêtent les partenariats avec des acteurs non étatiques dans le processus relatif au pacte mondial.

Le présent rapport donne un aperçu des points marquants des interventions des orateurs et des discussions lors de la Réunion mondiale des PCR, en s'intéressant plus particulièrement aux principaux domaines de convergence entre les régions. En outre, il formule des recommandations transrégionales relatives au pacte mondial sur les migrations, qui sont regroupées dans deux grandes catégories : i) les questions prioritaires à introduire dans le pacte mondial ; et ii) les questions à prendre en considération lors du suivi et de la mise en œuvre du pacte mondial.

Le rapport sera soumis à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les migrations internationales et aux cofacilitateurs du processus relatif au pacte mondial à titre de contribution à l'élaboration de ce dernier. Il vient compléter les réponses à une enquête menée auprès des mécanismes consultatifs interétatiques dans la perspective de la septième Réunion mondiale des PCR, qui avaient été soumises au préalable à la Représentante spéciale et aux cofacilitateurs.

1 Le Dialogue Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – Union européenne (UE) sur la migration et le Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest (MIDWA) n'ont pas participé à la septième Réunion mondiale des PCR, mais ont contribué à l'enquête réalisée pour cette réunion.

2 Mme Louise Arbour est la Représentante spéciale pour les migrations internationales et la Secrétaire générale de la conférence intergouvernementale sur les migrations internationales qui se tiendra en 2018.

3 Deux cofacilitateurs (S. E. M. Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies à New York, et S. E. M. Juan José Gómez Camacho, Représentant permanent du Mexique auprès des Nations Unies à New York) sont chargés de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales sur les questions afférentes au pacte mondial, à la conférence intergouvernementale et aux travaux préparatoires.

I Contexte de la septième Réunion mondiale des PCR et du pacte mondial sur les migrations

Les réunions mondiales des présidents et secrétariats des principaux processus consultatifs régionaux sur la migration (réunions mondiales des PCR) sont organisées à intervalles réguliers depuis 2005.⁴ Elles rassemblent les représentants des présidents et des secrétariats des principaux mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration⁵ (MCIM) en vue de stimuler les échanges et les synergies entre les MCIM sur différentes questions concernant la migration et, ce faisant, d'améliorer la cohérence des politiques à l'échelle régionale, interrégionale et mondiale. Ces enceintes, dont la couverture géographique et l'orientation thématique sont variables, facilitent le dialogue et la collaboration sur les questions migratoires, contribuent à un consensus plus vaste sur les pratiques, approches et systèmes de migration, et permettent de mieux harmoniser les capacités nationales de gestion des migrations. De fait, les PCR et les FIR ont joué un rôle primordial dans la façon dont les migrations sont régies à l'échelle nationale et régionale, en préparant le terrain pour une coopération internationale et des initiatives d'envergure mondiale, telles que le pacte mondial sur les migrations. En tant qu'éléments clés de l'architecture de la gouvernance des migrations, ils seront vraisemblablement amenés à jouer un rôle important dans la mise en œuvre du pacte mondial.

Le soutien apporté par ces processus aux consultations menées en vue de l'élaboration du pacte mondial sur les migrations a été reconnu non seulement dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants,⁶ mais aussi dans la résolution relative aux modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.⁷ Les processus mondiaux sur la migration, tels que le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) et le Dialogue international sur la migration (IDM), sont expressément invités dans cette résolution (paragraphe 22 b)) à contribuer aux travaux préparatoires du pacte mondial.

La septième Réunion mondiale des PCR s'est tenue à un moment d'importance historique pour le développement de la coopération internationale en matière de gouvernance des migrations, pendant les travaux préparatoires du pacte mondial, un an après le sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants et l'adoption de la Déclaration de New York. Elle avait pour objectif principal de contribuer à la phase de consultations en faisant le point de la situation, et en rassemblant et transmettant les recommandations et les contributions des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et des partenaires régionaux.

4 La première Réunion mondiale des PCR a été organisée par l'OIM et la Commission mondiale sur les migrations internationales (GCIM) à Genève (Suisse). Les réunions mondiales suivantes ont eu lieu en 2009 (à Bangkok, organisée par le Gouvernement royal thaïlandais), en 2011 (à Gaborone, organisée par le Gouvernement du Botswana), en 2013 (à Lima, organisée par le Gouvernement du Pérou), en 2015 (au Caire (Egypte), organisée par la Ligue des Etats arabes), et en 2016 (à Genève (Suisse), organisée par l'OIM).

5 Le terme « mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration » désigne l'ensemble des dialogues pilotés par les Etats et consacrés aux mesures à prendre et au partage d'informations, en vue de promouvoir la coopération dans le domaine de la migration. Il englobe les processus mondiaux sur la migration, les forums interrégionaux sur la migration (FIR) (qui comprennent deux régions ou plus) et les processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR) (qui concernent une seule région). Pour plus d'informations sur les processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration, voir l'annexe 1.

6 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/71/1 du 3 octobre 2016, « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants » [http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/generalassembly/docs/A_RES_71_1_F.pdf]

7 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/71/280 du 17 avril 2017, « Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » [http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/71/280&referer=/english/&Lang=F]

Chaque réunion mondiale des PCR fait fond sur les résultats des réunions précédentes. Ainsi, la septième édition s'est appuyée plus particulièrement sur la Réunion mondiale précédente, qui avait pour thème « *Migration et objectifs de développement durable : Rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et des organisations économiques régionales* », et avait mis en lumière la contribution des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration à la mise en œuvre des objectifs de développement durable se rapportant à la migration grâce au dialogue politique, à la mise en réseau, à l'élaboration de politiques, à la mise en œuvre de projets ciblés, au renforcement des capacités, à la collecte de données, à l'analyse et à la recherche. Cette sixième Réunion mondiale avait aussi montré que, grâce à leurs efforts constants pour atteindre les cibles des ODD se rapportant à la migration, ces mécanismes seraient des plateformes essentielles d'appui aux consultations régionales menées en vue de l'élaboration du pacte mondial.

Lors des préparatifs de la septième Réunion mondiale des PCR et pour faciliter les discussions à cette occasion, une enquête avait été réalisée auprès des PCR, des FIR, des processus mondiaux sur la migration, des commissions régionales des Nations Unies et des organisations économiques régionales. Elle visait à recueillir les points de vue, pratiques exemplaires, solutions novatrices et recommandations concernant le pacte mondial sur les migrations issus des délibérations menées au cours de l'année écoulée. Il a été demandé que les réponses soient regroupées selon les six thèmes énoncés dans la résolution relative aux modalités, qui reprennent les 24 éléments énumérés dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants⁸ (voir l'annexe 2 pour une liste des six groupes thématiques).

Les résultats de l'enquête ont mis en évidence une multitude d'expériences et de points de vue sur tous les aspects de la migration, ainsi qu'un grand nombre de bonnes pratiques qui pourraient orienter l'élaboration du pacte mondial sur les migrations et appuyer sa mise en œuvre, y compris des stratégies, des procédures, des plans d'action, des manuels, des initiatives et des fonds qui concernent la plupart des 24 éléments énumérés dans la Déclaration de New York. Le nombre de réponses obtenues était élevé : 27 entités (77 % des entités interrogées) ont répondu au questionnaire, parmi lesquelles un processus mondial sur la migration, douze PCR et sept FIR, ainsi que quatre commissions régionales des Nations Unies et trois organisations économiques régionales.

8 Ces éléments sont énumérés dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, Annexe II, paragraphe 8 ; les thèmes sont énoncés dans les Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, paragraphe 15.

2 Résumé des travaux et faits saillants des discussions

La septième Réunion mondiale des PCR a ménagé une place particulière aux discussions interactives. Quatre groupes de discussion régionaux ont été constitués : Afrique, Amériques, Europe, et Asie, Pacifique et Moyen-Orient. Les résultats de l'enquête ont orienté les discussions en groupe et ont servi de base pour dégager les domaines consensuels et formuler des recommandations régionales. Les discussions, tout en s'appuyant sur l'enquête, ont fait avancer les réflexions en abordant le suivi du pacte mondial sur les migrations, ainsi que le rôle et la participation potentiels des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et des partenaires régionaux.

La première session plénière a été consacrée aux processus mondiaux sur la migration et au rôle qu'ils peuvent jouer dans le pacte mondial. Elle a été l'occasion pour le FMMD et l'IDM de présenter les principaux résultats de leurs activités respectives sur le pacte mondial,⁹ menées au cours de l'année écoulée. Des informations sur les bonnes pratiques suivies par ces enceintes internationales ont ouvert les discussions de cette session.

La deuxième session a porté sur les contributions et le rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et de leurs principaux partenaires régionaux (commissions régionales des Nations Unies et organisations économiques régionales) sous l'angle du pacte mondial sur les migrations. Chaque groupe de discussion (Afrique, Amériques, Europe, et Asie, Pacifique et Moyen Orient) a formulé des recommandations et des engagements concrets relatifs au pacte mondial ainsi qu'à leur participation à sa mise en œuvre, qui ont été présentés en session plénière.

La troisième session a été consacrée au suivi et à l'examen du pacte mondial. Une discussion a été menée sur le rôle, dans ce contexte, des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et des partenaires régionaux, ainsi que sur celui des acteurs non étatiques et les partenariats noués avec ces acteurs. Des partenaires non étatiques étaient présents à la partie de la session les concernant.

La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les migrations internationales et les deux cofacilitateurs ont pris part à la session de clôture, offrant l'occasion de débattre du processus relatif au pacte mondial sur les migrations. Cette session a aussi permis de formuler des recommandations concernant le pacte mondial sur la base des points débattus tout au long de la réunion.

2.1 Conclusions clés de la septième Réunion mondiale des PCR

La réunion a fait apparaître que les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et leurs partenaires régionaux jouent un rôle essentiel en amont comme en aval de l'adoption du pacte mondial. En amont, les consultations menées en vue du pacte mondial tirent profit de leurs expériences, de leurs pratiques communes et des enseignements tirés. La dimension régionale est primordiale, en ce qu'elle permet de forger une vision nuancée et exacte de la migration, ancrée dans des réalités propres aux diverses régions. Ces mécanismes ont ouvert la voie à la gouvernance interétatique des migrations et ont posé les fondements de l'élaboration du pacte mondial. Ils sont les principales plateformes de dialogue et de coopération sur la migration à l'échelle régionale, qui possèdent des compétences approfondies pouvant être mises à profit. En aval, et à l'appui de la mise

9 Respectivement : le dixième sommet du FMMD, « Vers un contrat social mondial sur la migration et le développement » (28-30 juin 2017) ; le premier atelier de l'IDM 2017, « Renforcer la coopération internationale en matière migratoire et la gouvernance des migrations en vue de l'adoption d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en 2018 » (18-19 avril 2017) et le second atelier de l'IDM 2017, « Comprendre les vulnérabilités des migrants : une approche axée sur les solutions dans la perspective d'un pacte mondial permettant de réduire les vulnérabilités et d'autonomiser les migrants » (18-19 juillet 2017).

en œuvre et du suivi du pacte mondial, leur rôle les place en première ligne. Le pacte mondial devrait, en principe, faire fond sur les systèmes de gestion des migrations existants et sur les pratiques et modèles de partenariat efficaces élaborés dans le cadre de ces mécanismes.

Conformément à ce qui précède, les discussions ont abouti à des recommandations transrégionales dans deux grands domaines :

- (1)** Les priorités à introduire dans le pacte mondial ; et
- (2)** Le rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration dans la mise en œuvre et le suivi du pacte mondial.

3 Recommandations transrégionales concernant le pacte mondial sur les migrations, son suivi et sa mise en œuvre

Les discussions menées à la septième Réunion mondiale des PCR ont débouché sur dix recommandations conjointes (points saillants de la septième Réunion mondiale) relatives au pacte mondial sur les migrations : cinq portent sur les priorités essentielles à prendre en considération lors de l'élaboration du pacte mondial, et cinq concernent son suivi. Ces contributions concrètes mettent en lumière les domaines de convergence entre toutes les régions.

Ces recommandations sont fondées sur plusieurs principes fondamentaux soulignés par les participants.

Tout d'abord, une bonne gouvernance des migrations nécessite une approche globale qui tient compte des migrations internationales sous tous leurs aspects, y compris, entre autres, l'action humanitaire, le développement et les droits de l'homme – d'un bout à l'autre du cycle migratoire.

Ensuite, une coopération internationale efficace en matière de gouvernance des migrations doit être fondée sur une reconnaissance des avantages qu'apportent des migrations bien gérées à tous les pays. Le potentiel bénéfique de la migration est réalisé au mieux lorsque tous les pays (d'origine, de transit ou de destination : de plus en plus souvent, la plupart des pays sont les trois à la fois) adoptent cette approche et agissent de concert pour maximiser les avantages de la migration et en réduire les effets négatifs.

Enfin, les participants ont recommandé que le pacte mondial sur les migrations tire profit des mécanismes et bonnes pratiques existants. Tout au long des discussions, beaucoup d'exemples d'accords et de bonnes pratiques en place à l'échelle régionale et interrégionale ont été évoqués. Un grand nombre de ces exemples, ainsi que les recommandations émanant de certains mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et de leurs partenaires régionaux sont rassemblés dans les résultats de l'enquête (voir l'annexe 9 pour un aperçu transrégional).

3.1 Cinq priorités transrégionales à introduire dans le pacte mondial sur les migrations

Les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et leurs partenaires régionaux ont souligné que le pacte mondial sur les migrations devrait :

(1) Respecter les droits de l'homme de tous les migrants, quel que soit leur statut migratoire, en portant une attention particulière aux migrants en situation de vulnérabilité

Cette priorité – affirmée avec force par les régions – est conforme à la vision qui sous-tend le processus relatif au pacte mondial, telle qu'elle apparaît à l'annexe II de la Déclaration de New York. Elle suppose, d'abord et avant tout, une adhésion aux lois et normes internationales – droit international des droits de l'homme, droit international des réfugiés, droit international humanitaire, droit relatif aux travailleurs migrants, droit relatif à la criminalité transnationale organisée, droit maritime et droit de la mer – qui doivent faire partie intégrante de tout système de gestion des migrations. En d'autres termes, les engagements figurant dans le pacte mondial sur les migrations doivent être ancrés dans, et mis en œuvre dans le respect des règles, normes et principes internationaux existants, et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les migrants. Cette priorité concerne toutes les formes de migration (régulière, irrégulière, de main d'œuvre, etc.). Les migrants en situation

de vulnérabilité – mineurs, surtout non accompagnés, femmes exposées au risque d'exploitation, victimes de la traite, entre autres – appellent une attention particulière et doivent être protégés contre tout nouveau préjudice et bénéficier d'une assistance. A cette fin, il peut être nécessaire de pourvoir à leurs besoins spéciaux. Il est également important de s'attaquer aux situations qui aggravent les vulnérabilités, y compris certains facteurs de migration tels que la pauvreté, les conflits et les crises prolongées.

(2) Promouvoir l'intégration et l'inclusion sociales, y compris l'accès aux services sociaux

Les discussions ont mis en relief l'importance de l'inclusion et de l'intégration sociales des migrants dans leur pays d'accueil. A cette fin, il importe qu'ils aient accès, sur un pied d'égalité, aux services sociaux et aux prestations sociales, et notamment aux soins de santé, à l'éducation, à la justice, à la protection sociale et la protection des travailleurs. L'inclusion sociale est un facteur clé d'intégration et de cohésion sociale. L'accès aux services sociaux sans discrimination, quel que soit le statut au regard de l'immigration, bénéficie non seulement aux migrants, mais aussi aux communautés d'accueil et d'origine, en permettant de tirer parti du potentiel qu'offre la migration pour le développement. Sous cet angle, cette mesure contribue, en définitive, à une image positive des migrants.

Un certain nombre de participants ont estimé que la recommandation visant à respecter les droits de l'homme des migrants et à promouvoir leur inclusion sociale devrait s'étendre aux familles de migrants.

(3) Combattre le racisme, la discrimination et la xénophobie et promouvoir une image positive des migrants

Cette priorité est étroitement corrélée aux deux premières. Le racisme, la discrimination et la xénophobie ont été considérés comme des défis majeurs. Un large consensus s'est dégagé sur les effets positifs que peut avoir la migration sur les migrants, leur famille, et les sociétés d'origine et d'accueil. Pour lutter contre la xénophobie, le racisme, la discrimination et l'intolérance à l'égard des migrants, il est fondamental d'attirer l'attention sur ce message, tout en renforçant le discours positif sur la migration qui met en lumière les contributions des migrants et de la migration au développement et aux communautés d'accueil.

Les médias et les réseaux sociaux peuvent contribuer de manière déterminante à la promotion d'une image positive des migrants, à une meilleure connaissance des avantages de la migration, et à la cohésion sociale. La contribution des milieux universitaires a aussi été soulignée. Les travaux de recherche fondés sur des éléments factuels viennent corroborer les descriptions exactes de la migration.

Cette recommandation adhère à l'engagement pris dans la Déclaration de New York (paragraphe 39) de lutter contre la xénophobie, et réaffirme la reconnaissance du lien de corrélation entre une meilleure intégration et l'inclusion, qui réduit le risque de marginalisation. Il a été largement admis que le pacte mondial sur les migrations est une occasion clé de changer globalement le discours sur la migration.

(4) Faciliter la migration régulière et lutter contre la migration irrégulière, notamment par la promotion des dispositifs de migration de main-d'œuvre circulaire, la reconnaissance des qualifications et des compétences, et le regroupement familial

Un large consensus s'est dégagé sur la nécessité d'aborder ensemble la migration régulière et la migration irrégulière, comme deux aspects du même processus.

Des migrations sûres, ordonnées et régulières doivent être facilitées par des politiques migratoires bien gérées, élaborées pour différents types de migration (familiale, de travail et d'étude), qui prévoient des mesures appropriées, telles que des dispositifs de migration temporaire et circulaire, la reconnaissance des qualifications à tous les niveaux de compétence, le regroupement familial et des possibilités d'éducation. Des politiques transparentes, ainsi que des procédures et des voies de migration régulière, y compris des procédures en matière d'emploi, sont nécessaires.

Certains participants ont souligné l'importance de reconnaître et de renforcer les cadres et accords juridiques existants, établis à l'échelle régionale et interrégionale, car ils permettent effectivement de faciliter la migration régulière. On peut citer, à titre d'exemple, les protocoles sur la libre circulation en Afrique, à l'échelle régionale et infrarégionale.

Une grande partie des discussions a porté sur la migration de main-d'œuvre et la mobilité de la main d'œuvre. Les participants ont insisté sur l'importance de redoubler d'efforts pour améliorer les conditions des travailleurs migrants. Le travail décent doit être au cœur de la gouvernance de la migration de main-d'œuvre, ce qui signifie concrètement que des normes de travail minimales doivent être appliquées à tous les travailleurs migrants, quel que soit leur statut. Cette recommandation découle du constat que de nombreux migrants sont employés dans le secteur informel, ce qui les rend plus vulnérables à l'exploitation. C'est pourquoi le renforcement et le développement des voies régulières sont considérés comme un moyen de réduire les risques liés à la migration irrégulière et de renforcer la protection des droits de l'homme des migrants.

Toute politique avisée en matière de migration de main-d'œuvre doit être fondée sur des informations fiables concernant les pénuries et les besoins du marché du travail, afin que la migration de main-d'œuvre bénéficie aux migrants, à leur famille, et aux communautés d'accueil et d'origine. Il est indispensable de reconnaître les qualifications, afin de faciliter de nouvelles possibilités, de renforcer les avantages qu'offre la migration pour le développement, et de promouvoir l'inclusion sociale. D'une manière générale, il a été jugé fondamental de soutenir l'autonomisation des travailleurs migrants, non seulement sous l'angle du respect des droits de l'homme, mais aussi pour garantir leur inclusion et leur intégration sociales. En outre, il est important de formaliser les marchés du travail, surtout dans les secteurs à bas salaire n'exigeant pas de compétences spécialisées, où travaillent de nombreux migrants.

La nécessité de mieux réglementer l'activité des agences de recrutement privées et d'autres intermédiaires a été réitérée tout au long des discussions. Des pratiques de recrutement éthiques sont essentielles pour protéger les travailleurs migrants contre les escroqueries, les abus et l'exploitation. L'application d'initiatives existantes, telles que l'initiative pour un recrutement équitable de l'Organisation internationale du Travail, doit être encouragée.

Pour de nombreux participants, la migration des jeunes est une question prioritaire. La coopération internationale et les politiques doivent exploiter le potentiel qu'offre la migration des jeunes, promouvoir et faciliter, à leur intention, les possibilités de migration, et garantir la transférabilité des prestations acquises.

Conformément à l'approche globale de la gouvernance des migrations qu'il convient de suivre, la migration de retour doit, elle aussi, être abordée. A cet égard, il est essentiel d'appuyer la réintégration des migrants.

En ce qui concerne la migration irrégulière, il a été convenu qu'un renforcement de la coopération inter-Etats s'impose. En particulier, il y a lieu de resserrer la collaboration dans le domaine de l'application des lois et d'améliorer l'échange d'informations entre les pays. Il est particulièrement important de poursuivre et d'intensifier les efforts conjoints de lutte contre la traite d'êtres humains, notamment en ce qui concerne l'identification des victimes et la fourniture d'une aide et d'une protection appropriées. Une attention spéciale doit être apportée aux femmes et aux enfants. Certains PCR et FIR ont élaboré un grand nombre de pratiques dans ces domaines, qu'il est possible de mettre à profit.

(5) Améliorer la collecte et l'analyse des données sur la migration et promouvoir l'échange de données entre les pays

La nécessité d'améliorer la collecte et l'analyse des données, ainsi que l'accès à des données et des informations fiables, a été maintes fois soulignée. L'importance de promouvoir l'échange des données entre les pays a aussi été mise en relief.

La question des éléments factuels et des données a été examinée sous deux aspects. D'abord, le renforcement des données sur la migration a été considéré comme un domaine prioritaire qui doit être abordé dans le pacte mondial. Ensuite, l'attention a été appelée sur le rôle que peuvent jouer les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et leurs partenaires régionaux pour améliorer la fiabilité des données et faciliter des échanges de données.

Les participants se sont accordés à reconnaître que le pacte mondial offre une occasion importante d'améliorer les données sur la migration. Il y a un manque de données fiables sur de nombreux aspects de la migration, tels que la migration irrégulière, ainsi qu'une pénurie de données ventilées par sexe et âge. Il est indispensable de redoubler d'efforts pour recueillir des données fiables et comparables sur la migration à l'échelle locale, nationale et régionale, et de renforcer les capacités permettant de les analyser. Il faut harmoniser les méthodes de collecte et de gestion des données, et renforcer les capacités dans ce domaine. Il a été relevé que la coopération internationale en matière de gouvernance des migrations doit être fondée sur des définitions et une terminologie communes se rapportant à la migration. Pour permettre une collecte et une utilisation uniformes des données, il est de la plus haute importance de clarifier les notions et la terminologie relatives à la migration.

Il a été souligné que des politiques et des accords bien conçus (à l'échelle bilatérale, régionale et interrégionale) doivent être fondés sur des éléments factuels et être étayés par des informations et des données fiables. Dans le même esprit, il est indispensable que le pacte mondial soit établi sur des éléments factuels et des données précises.

En outre, des éléments factuels et des données fiables, ainsi que leur partage systématique, peuvent contribuer à une image positive des migrants, en permettant une vision et une représentation exactes de la migration et l'élimination des perceptions fallacieuses ou déformées.

La coopération internationale en matière de collecte et d'utilisation des données revêt une importance fondamentale. Les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et leurs partenaires régionaux contribuent déjà à la collecte et à l'analyse des données. Des partenariats plus solides avec des acteurs non étatiques, comme les milieux universitaires et les OSC, sont nécessaires pour combler certaines des lacunes existantes en matière de données.

3.2 Cinq recommandations transrégionales concernant le suivi et la mise en œuvre du pacte mondial sur les migrations

Le pacte mondial sur les migrations sera mis en œuvre principalement à l'échelle nationale, dans le plein respect de la souveraineté des Etats et conformément au Programme 2030.¹⁰ Comme il a été relevé au cours des discussions, il devrait prévoir un mécanisme de suivi et assigner des rôles et des responsabilités clairement définis aux diverses structures et mécanismes. Plus particulièrement, il devrait reconnaître explicitement le rôle des PCR, des FIR et des processus mondiaux sur la migration.

Les participants ont souligné l'importance d'adopter une approche souple et intégrée du suivi à donner au pacte mondial. Un mécanisme de suivi à divers niveaux – pays, PCR, FIR et niveau mondial – est nécessaire. Les PCR et les FIR établissent des liens essentiels entre les structures et les niveaux de gouvernance. Ils aident les Etats à transposer les engagements internationaux dans le contexte national et, sur un plan horizontal, facilitent les échanges et le retour d'informations entre les pays et les régions. Les processus mondiaux sur la migration – FMMD et IDM – ainsi que des organisations intergouvernementales et internationales telles que l'OIM ont été invités à contribuer activement à la coordination des efforts de mise en œuvre du pacte mondial sur les migrations.

Dans le même temps, des participants ont fait observer que, pour que les PCR et les FIR puissent

10 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/70/1 du 21 octobre 2015, « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » [http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&referer=/english/&Lang=F]

dûment contribuer à la mise en œuvre du pacte mondial, il est indispensable de garantir leur pérennité. Deux problèmes se posent à cet égard : le manque de ressources, considéré comme une difficulté majeure, ainsi que la nécessité de prendre en considération les contributions des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration à toutes les étapes de l'élaboration du pacte mondial. Ce dernier point suppose notamment que les Etats participants prennent acte, dans leurs positions nationales, des accords conclus dans le cadre des PCR et des FIR lors des négociations sur le pacte mondial et de la mise en œuvre de ce dernier.

Les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration ont présenté les recommandations suivantes concernant la mise en œuvre du pacte mondial :

(1) Reconnaître et renforcer le rôle des mécanismes de coopération interétatiques sur la migration en tant que mécanismes essentiels pour la mise en œuvre du pacte mondial sur les migrations et la réalisation des objectifs de développement durable

Les PCR, les FIR et les processus mondiaux sur la migration ont ouvert la voie à une coopération internationale en matière de gouvernance des migrations. Ces dispositifs de gouvernance des migrations devraient être pris en considération et mis à profit lors de la planification de la mise en œuvre du pacte mondial.

En outre, les processus mondiaux et (inter)régionaux sur la migration sont les principales plateformes de dialogue politique sur la migration et d'échange de bonnes pratiques. Ils entendent continuer à s'acquitter de ce rôle à l'appui de la mise en œuvre du pacte mondial. Ils offrent un espace d'apprentissage mutuel et de renforcement des capacités propre à stimuler l'innovation. Ils sont aussi une enceinte de première importance pour le partage, entre Etats et entre les régions, d'informations et d'idées sur les progrès réalisés, les bonnes pratiques et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des politiques. La mise en œuvre du pacte mondial a tout à gagner du maintien et de l'utilisation de ces processus et mécanismes.

Les participants ont proposé de développer et/ou de renforcer les domaines d'action ci après pour faire en sorte que les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration puissent dûment appuyer la mise en œuvre du pacte mondial et des objectifs de développement durable (ODD) se rapportant à la migration :

- Renforcer les capacités des Etats participants ;
- Appuyer l'échange de données, de statistiques et d'analyses sur la migration entre leurs membres et avec leurs partenaires régionaux ;
- Encourager une meilleure connaissance, une plus grande sensibilité et une adhésion plus forte aux principes du pacte mondial, en étroite collaboration avec divers acteurs, y compris non étatiques.

Les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et leurs partenaires régionaux jouent un rôle majeur dans le renforcement des capacités des Etats dans divers domaines, contribuant ainsi à l'amélioration de la coopération internationale, mais aussi à un suivi efficace du pacte mondial.

L'expérience des organisations économiques régionales et d'autres partenaires régionaux en matière de renforcement des capacités, d'assistance technique et d'appui à l'élaboration de politiques publiques devrait être mise à profit lors de la mise en œuvre du pacte mondial.

Ces plateformes de dialogue sont également bien placées pour promouvoir et faciliter l'échange de données, d'éléments factuels et de statistiques, ainsi que la mise en place de bases de données juridiques nationales. Le rôle des partenaires régionaux a aussi été mis en relief en ce qui concerne la collecte et l'analyse des données. Par exemple, les commissions régionales des Nations Unies réalisent déjà des travaux d'analyse et produisent des données sur la migration et le développement. Ces travaux peuvent être renforcés et intégrés dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du pacte mondial.

Une fois le pacte mondial adopté, il importe de faire connaître ses principes et ses engagements. Des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités revêtiront la plus haute importance. Les mécanismes de coopération interétatiques sur la migration, en tant que « connecteurs » entre l'échelon mondial et l'échelon local, peuvent appuyer ce processus et faciliter la « transposition » des engagements mondiaux dans le contexte régional et national. La collaboration avec des acteurs non étatiques sera essentielle.

(2) Renforcer les complémentarités et les synergies aux différents niveaux de gouvernance – national, régional et mondial – et entre eux

Les PCR, les FIR et les processus mondiaux sur la migration établissent des liens essentiels entre les Etats, dans les régions et entre elles, tout en reliant également l'échelon national et l'échelon mondial. Etant donné que la mise en œuvre du pacte mondial mobilisera vraisemblablement de multiples échelons, il incombera aux PCR et aux FIR de contribuer à l'homogénéité et à la cohérence. Les processus mondiaux sur la migration – FMMD et IDM – ainsi que des organisations intergouvernementales telles que l'OIM devraient jouer un rôle moteur en matière d'appui à la coordination et à l'harmonisation de ces efforts.

Il est nécessaire de veiller à la poursuite et au renforcement de la coopération et des synergies entre les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration, en particulier entre les processus mondiaux sur la migration, les FIR et les PCR. Il serait également utile de resserrer les liens entre ces mécanismes et des organisations intergouvernementales telles que l'OIM, les organisations économiques régionales et les commissions régionales des Nations Unies.

(3) Encourager des partenariats et une coopération multipartite solides

Pour assurer un suivi efficace du pacte mondial, il faudra nouer des partenariats et veiller à une coopération reposant sur une large assise. Une coopération avec des partenaires non gouvernementaux, y compris la société civile, le secteur privé, les médias, la diaspora, les migrants et les milieux universitaires, a été jugée essentielle pour la mise en œuvre du pacte mondial. L'hétérogénéité des acteurs non étatiques est un obstacle majeur à cet égard. Les PCR, les FIR et les processus mondiaux sur la migration sont bien placés pour promouvoir et faciliter les partenariats entre les diverses parties prenantes.

Le pacte mondial aura des répercussions à l'échelle locale et fera sentir ses effets sur les populations locales. Il sera important que les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration collaborent étroitement avec la société civile, les communautés de la diaspora, les villes et les municipalités, les milieux universitaires et le secteur privé pour bien faire connaître le processus relatif au pacte mondial sur le terrain. Les PCR, les FIR et les processus mondiaux sur la migration sont d'importantes enceintes de collaboration avec des acteurs non étatiques. Ces dernières années, ils ont été nombreux à nouer des relations avec des partenaires non étatiques. Ces liens mériteraient d'être développés plus systématiquement entre les régions.

En ce qui concerne la migration de main-d'œuvre, il est fondamental de nouer des partenariats avec les acteurs du secteur privé, qui jouent un rôle important en matière de réglementation et de surveillance du marché du travail. Ils peuvent fournir aux Etats des informations et des données exactes sur les besoins et les possibilités du marché du travail, et contribuer à l'élaboration de politiques de migration de main-d'œuvre bien planifiées. Une bonne pratique en matière de partenariats avec le secteur privé a été présentée à la réunion : l'Interface des entreprises du FMMD, une plateforme de dialogue entre les milieux d'affaires et les gouvernements et d'autres acteurs de la migration, créée un an auparavant. Cette initiative a permis au secteur privé de faire entendre sa voix dans le discours sur la migration. Les employeurs et les milieux d'affaires peuvent contribuer à l'élaboration d'un discours positif sur la migration.

La nécessité de renforcer les activités et la collaboration avec les syndicats, notamment pour améliorer et garantir la protection des droits de l'homme des travailleurs migrants, a été maintes fois soulignée.

(4) Promouvoir parmi les membres des mécanismes de coopération interétatiques sur la migration des approches de la gouvernance des migrations associant l'ensemble des pouvoirs publics

L'adoption, à l'échelle nationale, d'une approche associant l'ensemble des pouvoirs publics permettrait d'assurer une mise en œuvre et un suivi efficaces du pacte mondial. Les PCR, les FIR et les processus mondiaux sur la migration aident les Etats à adopter une telle approche, qui suppose la participation de tous les ministères gouvernementaux et de tous les acteurs compétents aux différents échelons (municipal, régional et national). Une telle approche est étroitement liée à la promotion d'une approche de la gouvernance des migrations associant l'ensemble de la société, à savoir les acteurs non étatiques représentant diverses parties de la société (secteur privé, société civile, organisations de migrants, diaspora, etc.).

(5) Veiller à la conformité et à la complémentarité du pacte mondial sur les migrations avec d'autres cadres mondiaux pertinents, notamment le Programme 2030

Le pacte mondial sera ancré dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éclairé par le Programme d'action d'Addis-Abeba¹¹ et la Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement de 2013.¹²

L'importance d'articuler le pacte mondial avec d'autres engagements et cadres d'action mondiaux a été soulignée tout au long de la réunion. Le pacte mondial concerne diverses cibles des ODD se rapportant à la migration, et plus particulièrement la cible 10.7.¹³

Les PCR, les FIR et les processus mondiaux sur la migration ont souligné l'importance non seulement d'adapter les engagements énoncés dans le pacte mondial aux ODD, mais aussi de tirer des enseignements du cadre et des mesures de mise en œuvre créés pour le Programme 2030 lors de l'élaboration du suivi à donner au pacte mondial. Le mécanisme de suivi du pacte mondial pourrait s'inspirer du processus d'examen des ODD. Par exemple, les commissions régionales des Nations Unies ont été chargées d'apporter un appui à la mise en œuvre de la cible 10.7 des ODD et de faciliter son suivi et son examen. Il serait utile d'examiner ce processus et de tirer profit de cette expérience.

11 A/CONF.227/L.1 « Document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement : Programme d'action d'Addis-Abeba », 13-16 juillet 2015 [http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/CONF.227/L.1&referer=http://www.un.org/esa/ffd/category/documents/general-assembly-financing-for-development/index.html&Lang=F]

12 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/4 du 21 janvier 2014, « Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement » [http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/68/4&referer=/english/&Lang=F]

13 « Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées ».

Conclusions

La septième Réunion mondiale des PCR a eu lieu à un moment charnière de la gouvernance internationale des migrations. Elle a offert aux mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et à leurs partenaires régionaux une occasion importante de réfléchir à leur contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre du pacte mondial sur les migrations et de s'entendre sur un ensemble de recommandations communes.

La réunion a permis de réaffirmer le rôle des PCR, des FIR et des processus mondiaux sur la migration en tant que plateformes de dialogue et passerelles entre différents acteurs et niveaux de gouvernance, et en tant que contributeurs clés à la gouvernance des migrations.

La réunion a débouché sur une conclusion importante, à savoir que le pacte mondial, en tant que cadre de coopération internationale en matière de gouvernance des migrations, ne part pas de zéro. Les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration ont acquis un savoir-faire non négligeable, en mettant en œuvre des accords, des politiques, des protocoles et des plans d'action qui, d'ores et déjà, ont donné corps à une gestion des migrations à l'échelle régionale et intrarégionale. Il faut espérer que les travaux, progrès et enseignements tirés des FIR, PCR et processus mondiaux sur la migration seront pleinement pris en considération dans le pacte mondial, et que ces mécanismes consultatifs interétatiques seront largement associés à la mise en œuvre et au suivi du pacte mondial.

Comme l'ont souligné des participants et des orateurs, les difficultés à surmonter sont nombreuses. Certaines peuvent être aplanies avec l'aide des PCR, des FIR et des processus mondiaux sur la migration. L'une d'elles consistera à transposer les engagements internationaux dans les politiques nationales et à veiller à leur mise en œuvre. Les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration peuvent apporter aux Etats leur concours à cette fin.

L'adoption du pacte mondial sur les migrations ne marque pas la fin, mais plutôt le début d'un processus de coopération internationale à long terme en vue d'une meilleure gouvernance des migrations. Les conclusions de la réunion montrent que toutes les régions sont fortement déterminées à œuvrer à la réalisation de cet objectif et à participer activement au processus relatif au pacte mondial.



Annexes

4.I Annexe I : Définition des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration

Les **mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM)** sont des enceintes permanentes de discussion sur les politiques et d'échange d'informations pilotées par les Etats à l'échelle régionale, interrégionale ou mondiale, à l'intention des Etats soucieux de promouvoir la coopération dans le domaine de la migration.

Les **processus mondiaux sur la migration** sont des enceintes internationales de dialogue politique sur la migration d'envergure mondiale, pilotées par les gouvernements. Ces dialogues sont habituellement facilités par une organisation intergouvernementale et portent soit sur la gouvernance générale des migrations à l'échelle mondiale (comme le Dialogue international sur la migration), soit sur des thèmes précis (consultations ciblées sur la migration et débats au sein d'organes mondiaux chargés plus particulièrement de certains aspects de la migration en application de conventions et de protocoles internationaux), soit encore sur les corrélations entre la migration et d'autres domaines, tels que le développement (comme le Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement ou le Forum mondial sur la migration et le développement).

Les **forums interrégionaux sur la migration (FIR)** sont des enceintes permanentes de discussion sur les politiques et d'échange d'informations pilotées par les Etats. En règle générale, ils réunissent deux régions ou plus et peuvent être soit formellement rattachés à des institutions interrégionales officielles, soit officieux et non contraignants.

Les **processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR)** sont des enceintes permanentes de discussion sur les politiques et d'échange d'informations pilotées par des Etats à l'échelle régionale, qui ont vocation à débattre de questions précises sur la migration dans un esprit de coopération entre les Etats d'une région (habituellement géographique) convenue. Ils peuvent être soit formellement rattachés à des institutions régionales officielles, soit officieux et non contraignants.

4.2 Annexe 2 : Les six groupes thématiques énoncés dans la résolution relative aux modalités du pacte mondial sur les migrations¹⁴

La Déclaration de New York énumère 24 éléments qui doivent être abordés dans le pacte mondial sur les migrations. Ils ont été regroupés selon les six thèmes ci-après dans les Modalités :

- Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance.
- Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications, et d'autres mesures pertinentes.
- La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration.
- Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, y compris les rapatriements de fonds et la transférabilité des avantages acquis.
- La lutte contre les facteurs de migration, notamment contre les effets négatifs du changement climatique, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.
- Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite.

14 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/71/280, intitulée « Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » du 17 avril 2017 [http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/71/280&referer=/english/&Lang=F], paragraphe 15.

4.3 Annexe 3 : Points saillants de la septième réunion mondiale des PCR

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

« Points saillants de la septième Réunion mondiale »

1. La septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration, organisée les 10-11 octobre 2017 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Genève (Suisse), avait pour thème « Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ».
2. Son objectif était de recueillir les points de vue des nombreux mécanismes consultatifs sur la migration pilotés par les Etats et d'autres mécanismes et organes régionaux sur le pacte mondial sur les migrations, et d'élaborer leurs recommandations conjointes sur le pacte mondial.
3. Ces mécanismes de dialogue interétatiques sur la migration ont ouvert la voie à la gouvernance des migrations. Ils sont les principaux mécanismes de dialogue et de coopération sur la migration à l'échelle régionale, qui possèdent des compétences approfondies pouvant être partagées. Leur action, à l'échelle régionale et transrégionale, a posé les fondements de l'élaboration du pacte mondial. Celui-ci devrait, en principe, faire fond sur les systèmes de gestion des migrations existants et sur les pratiques et modèles de partenariat efficaces élaborés dans le cadre de ces mécanismes pour traiter de questions migratoires. Les bonnes pratiques suivies par ces enceintes et leurs principaux partenaires régionaux – organisations économiques régionales et commissions régionales des Nations Unies – devraient être prises en considération lors de la phase de bilan du pacte mondial.
4. A cette fin, lors des préparatifs de la septième Réunion mondiale des PCR, une enquête avait été réalisée auprès de ces mécanismes pilotés par les Etats et de leurs organisations partenaires en vue de recueillir leurs contributions essentielles au pacte mondial sur les migrations. Les résultats de l'enquête ont mis en évidence une multitude d'expériences et de points de vue sur tous les aspects de la migration. Les questionnaires dûment remplis seront soumis à la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales et aux cofacilitateurs pour examen. Les résultats de l'enquête ont aussi servi de base aux débats des groupes de discussion régionaux et aux recommandations générales.
5. Les discussions menées à la septième Réunion mondiale des PCR ont mis en relief un certain nombre de principes communs, de domaines prioritaires et de recommandations concrètes, ainsi que des attentes quant aux grands axes du pacte mondial.
6. En ce qui concerne les questions de fond, les mécanismes consultatifs interétatiques ont souligné que le pacte mondial devrait :
 - Garantir la protection des droits de l'homme de tous les migrants, quel que soit leur statut migratoire, en portant une attention particulière aux migrants en situation de vulnérabilité ;

- Faciliter la migration régulière et lutter contre la migration irrégulière, notamment par la promotion des dispositifs de migration de main-d'œuvre circulaire, la reconnaissance des qualifications et des compétences, et le regroupement familial ;
 - Promouvoir l'intégration sociale, y compris l'accès aux services sociaux (tels que la santé, l'éducation et la protection sociale) ;
 - Combattre la xénophobie, le racisme, la discrimination et l'intolérance à l'égard des migrants et promouvoir une image positive des migrants ; mettre en relief leurs contributions au développement ; et
 - Améliorer la collecte et l'analyse des données sur la migration et promouvoir l'échange de données entre les pays.
7. A l'appui de la mise en œuvre du pacte mondial, les mécanismes de coopération interétatiques sur la migration ont souligné qu'ils :
- Sont des contributeurs clés à la gouvernance des migrations et des mécanismes essentiels en la matière à l'échelle régionale et interrégionale ;
 - Continueront de faire fonction de principales plateformes de dialogue politique sur la migration, d'apprentissage mutuel et d'échange de bonnes pratiques, d'innovation et de renforcement des capacités ;
 - Promeuvent, parmi leurs membres, des approches de la gouvernance des migrations associant l'ensemble des pouvoirs publics ;
 - Encouragent les complémentarités et les synergies aux différents niveaux – national, régional, interrégional et mondial – et entre eux, et promouvoir des partenariats avec toutes les parties prenantes, y compris les organisations non gouvernementales et de la société civile, le secteur privé, les milieux universitaires, les migrants et les diasporas ;
 - Etudient la manière de garantir la pérennité des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration, notamment en présentant leurs conclusions et leurs avis dans les positions nationales des Etats participants, lors des négociations sur le pacte mondial ; et
 - Font en sorte que leur action contribue à la mise en œuvre du pacte mondial et à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment par :
 - le renforcement des capacités de leurs membres ;
 - l'appui à l'échange de données, de statistiques et d'analyses sur la migration entre leurs membres et avec leurs partenaires régionaux.
8. L'importance des partenariats entre toutes les parties prenantes à tous les niveaux a maintes fois été répétée tout au long des discussions :
- (a) Poursuite de la coopération et des synergies entre les mécanismes de coopération interétatiques eux-mêmes, en particulier entre les processus mondiaux sur la migration et les enceintes régionales et interrégionales ;
 - (b) Partenariats avec des organisations intergouvernementales telles que l'OIM, les organisations économiques régionales et les commissions régionales des Nations Unies ; et
 - (c) Coopération avec des partenaires non gouvernementaux – y compris la société civile, le secteur privé, les médias, la diaspora, les migrants et les milieux universitaires.

9. La septième Réunion mondiale des PCR a offert aux mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration, plus particulièrement aux processus consultatifs régionaux sur la migration et aux enceintes interrégionales, une occasion importante de transmettre leurs positions régionales et leurs bonnes pratiques concernant le pacte mondial.
10. Le présent résumé ainsi que le rapport complet qui fait la synthèse des discussions qui se sont déroulées à la réunion seront soumis avec les questionnaires de l'enquête dûment remplis à la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales et aux cofacilitateurs des consultations et des négociations intergouvernementales sur les questions afférentes au pacte mondial sur les migrations, en tant que contributions essentielles à la phase de bilan et aux négociations ultérieures sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Genève, le 11 octobre 2017

4.4 Annexe 4 : Septième Réunion mondiale des PCR – Note d'information

**Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration
et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières**

***Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats
des processus consultatifs régionaux sur la migration***

Note d'information

Table des matières :

- Contexte général des réunions mondiales des PCR
- Contexte général du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
- Contribution des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) au pacte mondial sur les migrations
- Sujets à traiter à la septième Réunion mondiale des PCR et questions visant à orienter les débats des différentes sessions.
 - Appendice 1¹⁵ Éléments et thèmes du pacte mondial sur les migrations
 - Appendice 2 Activités des MCIM relevant des thèmes du pacte mondial sur les migrations

15 Aux fins du présent rapport, les annexes des documents ont été renommées « appendices ».

Contexte général des réunions mondiales des PCR

Le terme générique « **mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration** » (MCIM) désigne l'ensemble des dialogues pilotés par les Etats et consacrés aux mesures à prendre et au partage d'informations à l'échelle régionale, interrégionale ou mondiale, en vue de promouvoir la coopération dans le domaine de la migration. Les MCIM sont composés des processus mondiaux sur la migration,¹⁶ des forums interrégionaux sur la migration (FIR)¹⁷ (qui englobent deux régions ou plus), et des processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR)¹⁸ (qui concernent une seule région).¹⁹

Les **consultations mondiales des présidents et secrétariats des principaux processus consultatifs régionaux sur la migration**, ou réunions mondiales des PCR,²⁰ rassemblent les représentants des présidents et des secrétariats des principaux MCIM – PCR, FIR et processus mondiaux sur la migration – en vue de stimuler les échanges et les synergies entre les MCIM sur différentes questions concernant la migration et, ce faisant, d'améliorer la cohérence des politiques à l'échelle régionale, intrarégionale et mondiale.

La première Réunion mondiale des PCR a été organisée en 2005 par l'OIM et la Commission mondiale sur les migrations internationales (GCIM) à Genève (Suisse). Depuis, l'OIM a organisé des réunions mondiales des PCR à intervalles réguliers.²¹

Si les deux premières réunions mondiales ont, par étapes successives, examiné les besoins de coopération des MCIM, le champ des discussions s'est, quant à lui, élargi pour englober la collaboration en vue de s'atteler à la dynamique migratoire en constante évolution et à la complexité croissante des migrations.²² Au fil des ans, les MCIM ont continué de démontrer leur utilité pour s'attaquer aux

16 Les **processus mondiaux sur la migration** sont des enceintes internationales de dialogue politique sur la migration d'envergure mondiale, pilotées par les gouvernements. Ces dialogues sont habituellement facilités par une organisation intergouvernementale et portent soit sur la gouvernance générale des migrations à l'échelle mondiale (comme le Dialogue international sur la migration), soit sur des thèmes précis (consultations ciblées sur la migration et débats au sein d'organes mondiaux chargés plus particulièrement de certains aspects de la migration en application de conventions et de protocoles internationaux), soit encore sur les corrélations entre la migration et d'autres domaines, tels que le développement (comme le Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement ou le Forum mondial sur la migration et le développement).

17 Les **forums interrégionaux sur la migration** (FIR) sont des enceintes de dialogue suivi pilotées par des Etats, consacrées aux mesures à prendre et au partage d'informations. En règle générale, ils réunissent deux régions ou plus et peuvent être soit formellement rattachés à des institutions interrégionales officielles, soit officieux et non contraignants.

18 Les **processus consultatifs régionaux sur la migration** (PCR) sont des enceintes de dialogue suivi pilotées par des Etats, consacrées aux mesures à prendre et au partage d'informations à l'échelle régionale, qui ont vocation à débattre de questions précises sur la migration dans un esprit de coopération entre les Etats d'une région (habituellement géographique) convenue. Ils peuvent être soit formellement rattachés à des institutions régionales officielles, soit officieux et non contraignants.

19 Les expressions « forums interrégionaux sur la migration » et « processus consultatifs régionaux sur la migration » sont souvent employées indifféremment pour désigner des processus de dialogue politique consacrés à des questions de priorité régionale.

20 Les réunions mondiales des PCR réunissent non seulement des PCR, mais aussi les principaux MCIM. Leur appellation remonte à 2005, lorsque le terme générique employé pour désigner tous les processus de dialogue sur la migration était « PCR » ou « processus consultatifs régionaux sur la migration », et que le terme « FIR » ou « Forums interrégionaux sur la migration » n'était pas encore usité. Les réunions mondiales des PCR ont vu le jour avant que ne soient lancés certains grands processus mondiaux sur la migration (tels que le FMMD et le Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement). Cependant, après leur lancement, ces processus ont eux aussi été pris en compte lors des réunions mondiales des PCR.

21 Les réunions mondiales des PCR suivantes se sont tenues en 2009 (organisée à Bangkok par le Gouvernement royal thaïlandais), en 2011 (organisée à Gaborone par le Gouvernement du Botswana), en 2013 (organisée à Lima par le Gouvernement du Pérou), en 2015 (organisée au Caire (Egypte) par la Ligue des Etats arabes), et en 2016 (organisée à Genève (Suisse) par l'OIM).

22 « Renforcer la coopération dans le domaine de la migration par le dialogue et le renforcement des capacités », « Définir la place des PCR dans un paysage migratoire mondial en mutation », « Donner suite aux conclusions du Dialogue de haut niveau de 2013 sur les migrations internationales et le développement », et « Objectifs de développement durable ».

principaux défis de la migration sur la base d'un consensus et pour partager les avantages découlant de la migration sans mettre en cause les prérogatives de souveraineté des Etats.

La **septième Réunion mondiale des PCR**, qui se tiendra les 10-11 octobre 2017, s'inscrit dans le prolongement des recommandations issues des réunions précédentes, et plus particulièrement de celle²³ organisée le 13 octobre 2016 peu après le Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants, tenu le 19 septembre 2016, au cours de laquelle les incidences de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants ont commencé à être examinées.²⁴

La septième Réunion mondiale examinera la contribution des MCIM aux travaux préparatoires du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, afin de rassembler et d'examiner des recommandations concrètes et d'autres contributions au pacte mondial fondées sur les expériences et les pratiques exemplaires évoquées lors des diverses réunions de MCIM tenues au cours de l'année écoulée.

La réunion rassemblera des représentants de PCR, de FIR et de processus mondiaux sur la migration. Comme à la réunion précédente, des représentants d'organisations économiques régionales, de communautés économiques régionales et des commissions régionales des Nations Unies seront aussi invités. Il est envisagé d'ouvrir cette réunion à d'autres participants, tels que le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales et les cofacilitateurs des modalités du processus d'adoption du pacte mondial.

Les travaux de la septième Réunion seront organisés par région, conformément aux dispositions de la Déclaration de New York concernant le rôle des PCR dans le processus de négociations (annexe 2 de la Déclaration de New York, paragraphe 14).

Les conclusions principales de la septième Réunion mondiale des PCR seront consignées dans le Résumé de la présidence et dans le Rapport de synthèse, et seront normalement prises en considération lors de la rédaction du pacte mondial.

23 Lors des discussions menées à la sixième Réunion mondiale, il est apparu que le pacte mondial sur les migrations était considéré comme un nouveau partenariat mondial fondé sur une vision commune des responsabilités partagées, censé susciter un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030. La sixième Réunion mondiale a fait ressortir que les PCR sont autant de plateformes importantes permettant d'appuyer les consultations régionales menées dans la perspective du pacte mondial, tirant profit des efforts actuellement déployés pour atteindre les cibles des objectifs de développement durable se rapportant à la migration.

24 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/71/1 du 3 octobre 2016, « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants » [http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/generalassembly/docs/A_RES_71_1_F.pdf]

Contexte général du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, adoptée au Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants tenu le 19 septembre 2016, exprime la volonté politique des dirigeants mondiaux de protéger les droits des réfugiés et des migrants, de sauver des vies et de partager la responsabilité des déplacements massifs à l'échelle mondiale. Conformément aux recommandations figurant dans le Rapport du Secrétaire général²⁵ sur les engagements mondiaux face aux déplacements massifs de réfugiés et de migrants, les Etats Membres des Nations Unies ont entrepris, le 19 septembre 2016, de lancer les négociations qui doivent conduire à une conférence internationale et à l'adoption d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (« le pacte mondial sur les migrations ») en 2018 ; d'élaborer des lignes directrices relatives au traitement des migrants en situation de vulnérabilité ; et de parvenir à un partage plus équitable de la charge et des responsabilités que représentent l'accueil et le soutien des réfugiés du monde entier par l'adoption d'un pacte mondial sur les réfugiés en 2018.

Qu'est-ce que le pacte mondial sur les migrations ?

Le pacte mondial sur les migrations est une initiative des Etats Membres qui vise à mettre sur pied un cadre global de coopération internationale sur les migrants et la mobilité humaine dans le but de renforcer les structures de gouvernance des migrations à l'échelle mondiale. Il doit apporter une contribution importante à la gouvernance mondiale et renforcer la coordination dans le domaine des migrations internationales en définissant *un ensemble de principes, d'engagements et d'accords* entre les Etats Membres des Nations Unies concernant les migrations internationales sous tous leurs aspects, et proposer *un cadre pour une coopération internationale globale en matière de migrations et de mobilité humaine*.

Le pacte mondial sur les migrations fera fond sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030²⁶ et le Programme d'action d'Addis-Abeba,²⁷ et tiendra compte de la Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement.²⁸

Le pacte mondial sur les migrations entend aborder la migration d'un point de vue global et traiter *tous les aspects des migrations internationales*, y compris, entre autres, l'aide humanitaire, le développement et les droits de l'homme.²⁹

25 Assemblée générale des Nations Unies, A/70/59 « Sûreté et dignité : gérer les déplacements massifs de réfugiés et de migrants. Rapport du Secrétaire général. » [http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/59&referer=/english/&Lang=F]. Ces recommandations s'articulent autour de trois axes : i) garantir la sécurité et la dignité des réfugiés et des migrants au cours des grands mouvements migratoires (s'attaquer aux causes profondes, protéger les personnes lors des déplacements massifs de réfugiés et de migrants, non-discrimination et intégration), ii) adopter un pacte mondial sur le partage des responsabilités concernant les réfugiés, et iii) s'employer à élaborer un pacte mondial pour des migrations sûres, régulières et ordonnées.

26 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/70/1 du 21 octobre 2015 « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » [http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&referer=/english/&Lang=F]

27 A/CONF.227/L.1 « Document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement : Programme d'action d'Addis-Abeba », 13-16 juillet 2015 [http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/CONF.227/L.1&referer=http://www.un.org/esa/ffd/category/documents/general-assembly-financing-for-development/index.html&Lang=F]

28 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/4 du 21 janvier 2014 « Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement » [http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/68/4&referer=/english/&Lang=F]

29 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/71/1 du 3 octobre 2016, annexe II, paragraphe 2.

Le 6 avril 2017, les modalités³⁰ rédigées par les cofacilitateurs³¹ pour orienter les travaux préparatoires du pacte mondial ont été adoptées.

La Déclaration de New York énumère 24 éléments qui doivent être abordés dans le pacte mondial (reproduits à l'appendice 1 du présent document). Ils ont été regroupés selon les six thèmes ci-après dans les Modalités, qui prévoient que des consultations thématiques se tiennent d'ici à novembre 2017 :

- Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance.
- Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications, et d'autres mesures pertinentes.
- La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration.
- Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, y compris les rapatriements de fonds et la transférabilité des avantages acquis.
- La lutte contre les facteurs de migration, notamment contre les effets négatifs du changement climatique, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.
- Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite.

Processus devant conduire au pacte mondial sur les migrations

Selon les Modalités, le processus devant conduire à l'adoption du pacte mondial comprend trois phases.

Phase I (avril 2017-novembre 2017) : Consultations³²

Phase II (novembre 2017-janvier 2018) : Bilan³³

30 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/71/280 « Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » du 17 avril 2017 [http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/71/280&referer=/english/&Lang=F]

31 Deux cofacilitateurs (S. E. M. Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies à New York, et S. E. M. Juan José Gómez Camacho, Représentant permanent du Mexique auprès des Nations Unies à New York) sont chargés de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales sur les questions afférentes au pacte mondial, à la conférence intergouvernementale et aux travaux préparatoires.

32 Elles revêtiront la forme de sessions thématiques informelles réunissant chacune des groupes d'experts, qui donneront lieu à des échanges dont le résumé contribuera aux préparatifs du pacte mondial.

Un plan de travail sera élaboré à l'intention des Etats Membres afin de tirer parti des processus, mécanismes et initiatives pertinents dans le domaine de la migration, tels que i) des débats (à organiser par les coordonnateurs résidents en collaboration avec l'OIM et d'autres entités des Nations Unies) consacrés à l'examen des aspects régionaux des migrations internationales ; ii) des contributions des PCR et des processus mondiaux sur la migration aux préparatifs du pacte mondial ; et iii) la communication directe, par les Etats Membres et d'autres parties prenantes, de résumés et de recommandations concrètes issues des PCR et des processus mondiaux sur la migration ainsi que des sessions thématiques informelles.

33 Une réunion préparatoire de trois jours (organisée par le Gouvernement du Mexique) se tiendra en décembre 2017 au Mexique pour tirer le bilan des contributions reçues et établir un résumé de la présidence destiné à alimenter l'élaboration de l'avant-projet de pacte mondial ; le Secrétaire général, en étroite collaboration avec l'OIM, élaborera à partir des contributions reçues un rapport qui alimentera l'avant-projet.

Phase III (février 2018-juillet 2018) : Négociations intergouvernementales³⁴

Le pacte mondial devrait être adopté lors d'une conférence intergouvernementale de haut niveau qui se tiendra au Siège des Nations Unies à New York juste avant l'ouverture du débat général de la 73^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (25 septembre 2018). Le document final devant être adopté à cette conférence pourra comprendre les éléments principaux suivants : i) des engagements concrets, ii) des moyens de mise en œuvre et iii) un cadre de suivi et d'examen de la mise en œuvre.

Contribution des MCIM au pacte mondial sur les migrations

Tant la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants que les Modalités mentionnent les « mécanismes de coopération et de partenariat bilatéraux, régionaux et mondiaux existants », ³⁵ et notamment les processus mondiaux et les PCR, considérés comme des mécanismes fondés à contribuer au processus préparatoire et aux négociations devant conduire au pacte mondial, qui facilitent la migration conformément au Programme de développement. ³⁶ Elles disposent aussi que les consultations régionales menées à l'appui de l'élaboration du pacte mondial pourraient être organisées dans le cadre des PCR existants. ³⁷

La sixième Réunion mondiale des PCR³⁸ qui s'était tenue à Genève et avait pour thème « *Migration et objectifs de développement durable : Rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et des organisations économiques régionales* », a, elle aussi, souligné que les PCR sont d'importantes plateformes à l'appui des consultations régionales menées en vue de l'établissement du pacte mondial, et a mis à profit les efforts constants qu'ils déploient en vue de la réalisation des cibles des objectifs de développement durable (ODD) relatives à la migration.

Fondements d'une participation des MCIM

Comme il est indiqué dans la Déclaration et dans les Modalités, les consultations régionales menées à l'appui de l'élaboration du pacte mondial pourraient s'inscrire dans le cadre des PCR existants. La Déclaration et les Modalités invitent par ailleurs les processus mondiaux sur la migration à contribuer aux travaux préparatoires du pacte mondial.

La plupart des MCIM concentrent leur attention sur les politiques de migration, si bien qu'ils peuvent contribuer à l'identification, dans leur région respective, des politiques de migration planifiées et bien gérées. Tous les MCIM s'occupent de coopération et de gouvernance des migrations, l'un des thèmes centraux du pacte mondial.

Le pacte mondial fera fond sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. De nombreux MCIM s'intéressent au couple migration et développement et – comme l'a fait apparaître la sixième Réunion mondiale des PCR – presque tous reconnaissent les contributions que les migrants et les diasporas apportent au développement durable sous tous ses aspects.

34 L'avant-projet de pacte mondial sera établi par les cofacilitateurs en février 2018. Les négociations intergouvernementales se tiendront au Siège des Nations Unies à New York en février 2018 (pendant trois jours), en mars 2018 (pendant quatre jours), en avril 2018 (pendant quatre jours), en mai 2018 (pendant cinq jours), en juin 2018 (pendant cinq jours) et en juillet 2018 (pendant cinq jours). Des réunions informelles et des consultations supplémentaires pourront être organisées selon que de besoin. Des auditions multipartites interactives seront organisées par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, dont une synthèse sera établie.

35 Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, paragraphe 54, et Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, paragraphe 22.

36 Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, paragraphe 54.

37 Annexe II de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, paragraphe 14.

38 Pour la première fois, la sixième Réunion mondiale des PCR, tenue à Genève le 13 octobre 2016, a élargi le cercle des participants à d'autres grands acteurs régionaux – organisations économiques régionales et commissions économiques régionales des Nations Unies – pour leur permettre de faire part de leur expertise et de leurs plans en vue de la réalisation des objectifs de développement durable se rapportant à la migration.

Chaque MCIM traite d'au moins un des 24 éléments du pacte mondial énumérés dans la Déclaration de New York et regroupés dans les six thèmes de la résolution relative aux modalités (droits des migrants, migration de main-d'œuvre, aide au retour volontaire et à la réintégration, lutte contre la migration irrégulière, le trafic illicite de migrants et la traite d'êtres humains, lutte contre les facteurs de migration, changement climatique, catastrophes naturelles et crises d'origine humaine, etc.).

Pour dégager des approches communes face aux questions migratoires, les MCIM tiennent aussi compte des normes relatives aux droits de l'homme, et certains d'entre eux préconisent en outre l'adoption de politiques de migration centrées sur les droits de l'homme.³⁹

L'**appendice 2** reproduit un tableau des domaines thématiques des différents MCIM qui présentent un rapport avec les thèmes et éléments du pacte mondial et les ODD. Le pacte mondial est censé faciliter les migrations conformément au Programme 2030.

Plusieurs MCIM (tels que le Dialogue d'Abou Dhabi, le Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes (ARCP), le Processus de Bali, le Processus de Budapest, le FMMD, l'IDM, les CIG, la Conférence régionale sur la migration et la SACM) ont déjà commencé à réfléchir à la portée et aux modalités de leur participation au processus préparatoire du pacte mondial.⁴⁰ D'autres (tels que le Processus de Budapest et le Forum panafricain) se sont dits prêts à s'intéresser aux travaux préparatoires à l'occasion des manifestations qu'ils organiseraient en 2017.

Comment les MCIM peuvent-ils contribuer aux travaux préparatoires du pacte mondial ?

Les MCIM (y compris les processus mondiaux sur la migration, les FIR et les PCR) peuvent apporter un soutien pendant la phase I (consultations) des travaux préparatoires du pacte mondial comme suit :

A l'échelle mondiale, ils peuvent :

- se réunir pour faire le point sur leurs vues, leurs approches et leurs contributions respectives au pacte mondial, et faire fonction de plateformes mondiales d'examen et de synthèse des contributions thématiques relatives aux éléments et thèmes du pacte mondial.

A l'échelle régionale et interrégionale, ils peuvent :

- se réunir pour réfléchir à leur participation au processus devant mener au pacte mondial, et plus particulièrement aux aspects régionaux des migrations internationales ; faire fonction de plateformes régionales et interrégionales d'examen et de synthèse des contributions thématiques relatives aux éléments du pacte mondial devant être intégrés dans les discussions thématiques mondiales, notamment dans le Dialogue international sur la migration de l'OIM, le Forum mondial sur la migration et le développement, et la septième Réunion mondiale des PCR.

A tous les échelons, ils peuvent :

- formuler des recommandations concrètes et dégager des pratiques exemplaires, des solutions novatrices, ainsi que des principes et des approches communs pour faire face aux migrations internationales sous tous leurs aspects, en vue d'élaborer un cadre global de coopération internationale concernant les migrants et la mobilité humaine.

³⁹ Par exemple la SACM (qui a contribué à l'élaboration de politiques centrées sur les droits de l'homme dans la région), la Conférence régionale sur la migration (les droits de l'homme constituent l'un des trois piliers de son action), le Processus de Colombo, etc..

⁴⁰ Des références au pacte mondial et des recommandations ont été faites à la réunion du Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes, dans la Déclaration de la 21^e Conférence régionale sur la migration, dans la Déclaration d'Asunción de la SACM, et à la onzième réunion du groupe spécial de hauts fonctionnaires du Processus de Bali.

- rassembler leurs contributions sur les moyens de mise en œuvre et établir un cadre de suivi et d'examen de la mise en œuvre en tant que composantes du pacte mondial.
- articuler leurs activités axées sur la réalisation des ODD avec les travaux préparatoires du pacte mondial, et produire des analyses, des études, des documents et toute autre contribution à l'élaboration de ce dernier.
- regrouper les recherches et les données et dresser l'inventaire des pratiques exemplaires existantes aux fins de leur soumission à l'appui de l'élaboration du pacte mondial.

Inversement, les MICM peuvent aussi orienter la réflexion des Etats qui les composent et leur conseiller de soumettre directement au Secrétariat des Nations Unies et à l'OIM des recommandations concrètes issues de leur sein.

Sujets à traiter à la septième Réunion mondiale des PCR et questions visant à orienter les débats des différentes sessions

Objectifs de la rencontre

La septième Réunion mondiale des PCR entend recueillir et examiner les recommandations concrètes et autres contributions de fond faites par les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration au pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières sur la base de leur expérience, de leurs bonnes pratiques et des recommandations issues de leurs réunions respectives depuis le Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants tenu le 19 septembre 2016

Questions susceptibles d'être abordées pendant les débats

- Quel rôle les MCIM peuvent-ils jouer dans l'élaboration du pacte mondial ?
- Quels sont les recommandations concrètes, pratiques exemplaires, solutions novatrices, principes et approches communs face aux migrations internationales que les MCIM peuvent formuler au sujet :
 - (i) d'un partage plus équitable de la charge et des responsabilités que représentent les migrations.
 - (ii) des principes, engagements et accords concernant les migrations internationales sous tous leurs aspects qui pourraient sous-tendre un cadre global de coopération internationale sur les migrants et la mobilité humaine et renforcer la gouvernance et la coordination mondiales s'agissant des migrations internationales.
 - (iii) d'engagements concrets, de moyens de mise en œuvre et d'un cadre de suivi et d'examen de la mise en œuvre.
 - (iv) de chacun des thèmes et éléments du pacte mondial sur les migrations (tels qu'ils figurent dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants et dans les Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial).
- En quoi les activités menées par les MCIM en vue de la réalisation des ODD appuient-elles le processus devant mener au pacte mondial ?
- Comment les MCIM peuvent-ils soutenir leurs Etats Membres dans les négociations intergouvernementales relatives au pacte mondial ?
- Quels partenariats les MCIM peuvent-ils suggérer pour ce qui est du pacte mondial ?

Appendice I. Éléments et thèmes du pacte mondial sur les migrations⁴¹








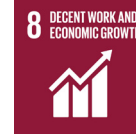
- **Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance.**
 - Élément i) : Une protection effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales des migrants, réguliers ou irréguliers, y compris des femmes et des enfants ; les besoins particuliers des migrants en situation de vulnérabilité.
 - Élément o) : La promotion, selon qu'il conviendra, de l'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil ; de l'accès aux services de base pour les migrants et de services tenant compte de la problématique hommes-femmes.
 - Élément u) : La lutte contre le racisme, la xénophobie, la discrimination et l'intolérance visant les migrants.
- **Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes.**
 - Élément m) : La réduction de l'incidence et des conséquences de la migration irrégulière.
 - Élément q) : La défense des droits du travail et la garantie de la sécurité sur le lieu de travail pour les travailleurs migrants et ceux qui ont un emploi précaire ; la protection des travailleuses migrantes dans tous les secteurs ; la promotion de la mobilité de la main-d'œuvre, y compris les migrations circulaires.
 - Élément w) : La reconnaissance des qualifications, de l'éducation et des compétences acquises à l'étranger ; la coopération sur l'accessibilité et la transférabilité des avantages acquis.
 - Élément p) : L'examen de politiques relatives à la régularisation du statut des migrants.
- **La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration.**
 - Élément e) : La facilitation de migrations et de la mobilité des personnes dans des conditions sûres, ordonnées et régulières, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées, y compris par la création et le développement de voies de migration sûres et régulières.
 - Élément f) : La possibilité d'une coopération internationale accrue en vue de renforcer la gouvernance des migrations.
 - Élément j) : La coopération internationale pour le contrôle des frontières dans le plein respect des droits de l'homme des migrants.
 - Élément s) : Le retour et la réadmission dans le pays d'origine ainsi que le renforcement de la coopération en la matière entre les pays d'origine et de destination.
 - Élément v) : La production de données ventilées sur les migrations internationales.

41 Ces éléments sont énumérés dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, annexe II, paragraphe 8. Les thèmes sont tirés des Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial, paragraphe 15 de la résolution y afférente. Dans le présent appendice, les éléments sont regroupés par thème par l'OIM/IPD.



- Élément x) : La coopération aux niveaux national, régional et international sur tous les aspects des migrations.
- Élément r) : Les responsabilités et obligations des migrants envers les pays d'accueil.
- **Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis.**
 - Élément a) : La réalité pluridimensionnelle des migrations internationales et son importance pour le développement des pays d'origine, de transit et de destination, comme cela a été souligné dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
 - Élément d) : La participation des migrants au développement durable, et les liens complexes entre les migrations et le développement.
 - Élément h) : L'importance des envois de fonds comme source de capitaux privés, et leur contribution au développement ; la promotion d'envois de fonds plus rapides, moins onéreux et plus sûrs par les voies légales, tant dans les pays d'origine que de destination, y compris grâce à une réduction des coûts de transaction.
 - Élément t) : L'utilisation de la contribution des diasporas ; le renforcement des liens avec les pays d'origine.
- **La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.**
 - Élément c) : La nécessité de s'attaquer aux causes des migrations, y compris en renforçant les mesures prises en faveur du développement, de l'élimination de la pauvreté, de la prévention et de la résolution des conflits.
 - Élément n) : Des solutions à la situation des migrants dans les pays en crise.
 - Élément b) : Les nouvelles chances que les migrations internationales offrent aux migrants et à leur famille.
 - Élément g) : Les effets de la migration sur le capital humain dans les pays d'origine.
- **Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite.**
 - Élément k) : La lutte contre la traite d'êtres humains, le trafic illicite de migrants et les formes contemporaines d'esclavage.
 - Élément l) : L'identification des personnes victimes de traite et la possibilité de leur fournir une assistance, y compris l'octroi du statut de résident temporaire ou permanent, et la délivrance d'un permis de travail, selon qu'il conviendra.






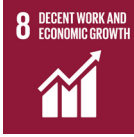

Appendice 2. Activités des MCIM relevant des thèmes du pacte mondial sur les migrations






Domaines d'activité des MCIM présentant un rapport avec les thèmes du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières⁴²


Domaine d'activité	ODD	Thème du pacte mondial sur les migrations	MCIM
Migration, environnement et changement climatique	  	La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits	DIMAC Processus de Puebla
Préparation en cas d'urgence humanitaire	    	La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits	Processus d'Almaty FIBEMYD




⁴² Liste non exhaustive, établie à titre indicatif.

Domaine d'activité	ODD	Thème du pacte mondial sur les migrations	MCIM
Migration et développement		Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis	<p>Dialogue 5+5 sur la migration</p> <p>Processus d'Almaty</p> <p>Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes</p> <p>Processus de Budapest</p> <p>MIDCOM</p> <p>FIBEMYD</p> <p>PCR-IGAD</p> <p>DIMAC</p> <p>MIDSA</p> <p>MTM</p> <p>Processus de Prague</p> <p>Processus de Puebla</p> <p>Processus de Rabat</p> <p>SACM</p> <p>FMMD</p> <p>IDM</p>
Rapatriements de fonds		Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis	<p>Dialogue ACP-UE</p> <p>Processus de Colombo</p> <p>Dialogue UE ALC</p> <p>FIBEMYD</p> <p>MIDWA</p>

Domaine d'activité	ODD	Thème du pacte mondial sur les migrations	MCIM
Migration de main-d'œuvre		Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes	<p>Dialogue 5+5 sur la migration</p> <p>Dialogue ACP-UE</p> <p>Dialogue d'Abou Dhabi</p> <p>AFML</p> <p>Processus d'Almaty</p> <p>ARCP</p> <p>Conférence ASEM</p> <p>Dialogue Asie-UE sur la migration de main-d'œuvre</p> <p>Processus de Budapest</p> <p>Processus de Colombo</p> <p>MIDCOM</p> <p>Dialogue UE ALC</p> <p>FIBEMYD</p> <p>DIMAC</p> <p>MIDSA</p> <p>MIDWA</p> <p>Processus de Prague</p> <p>Processus de Rabat</p> <p>PIDC</p> <p>Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental (EaPPMA)</p>
Retour, réintégration et réadmissions	 	Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes	<p>Dialogue ACP-UE</p> <p>Dialogue UE ALC</p> <p>DIMAC</p> <p>MIDSA</p> <p>MIDWA</p> <p>Processus de Prague</p> <p>Processus de Puebla</p> <p>Processus de Rabat</p>
Migration irrégulière et flux migratoires mixtes	   	Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes	<p>Dialogue 5+5 sur la migration</p> <p>Processus d'Almaty</p> <p>ARCP</p> <p>Conférence ASEM</p> <p>MIDCOM</p> <p>Dialogue UE ALC</p> <p>CIG</p> <p>Processus de Khartoum</p> <p>DIMAC</p> <p>MIDSA</p> <p>MTM</p> <p>Forum panafricain</p> <p>Processus de Prague</p> <p>Processus de Rabat</p>

Domaine d'activité	ODD	Thème du pacte mondial sur les migrations	MCIM
Droits des migrants		Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance	Dialogue ACP-UE AFML Processus d'Almaty ARCP Processus de Colombo MIDCOM FIBEMYD MIDSA Processus de Puebla Processus de Rabat SACM Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental (EaPPMA)
Intégration des migrants		Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance	Dialogue 5+5 sur la migration Processus d'Almaty ARCP Processus de Budapest CIG DIMAC Processus de Puebla Processus de Rabat SACM
Migration et éducation		Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance	Dialogue Asie-UE sur la migration Conférence ASEM
Asile et réfugiés		Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance	Processus d'Almaty Dialogue ACP-UE ARCP Processus de Budapest CIG Processus de Puebla Processus de Rabat PIDC Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental (EaPPMA)
Santé dans le contexte migratoire		Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance	Dialogue 5+5 sur la migration Processus de Colombo MIDCOM DIMAC MIDSA Processus de Puebla

Domaine d'activité	ODD	Thème du pacte mondial sur les migrations	MCIM
Politiques de migration		La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration	Processus d'Almaty ARCP MIDCOM FIBEMYD PCR-IGAD Forum panafricain Processus de Puebla Processus de Rabat PIDC
Partenariats (avec la société civile ou le secteur privé, par exemple)		La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration	Processus d'Almaty Processus de Puebla
Données sur la migration		La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration	Dialogue 5+5 sur la migration ARCP MIDCOM Dialogue UE ALC CIG DIMAC MIDWA SACM
Gestion des frontières		La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration	Dialogue ACP-UE Dialogue UE ALC CIG MIDSA Forum panafricain Processus de Puebla Processus de Rabat PIDC Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental (EaPPMA)

Domaine d'activité	ODD	Thème du pacte mondial sur les migrations	MCIM
Lutte contre la traite	  	Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite	<p>Dialogue ACP-UE</p> <p>AFML</p> <p>Processus d'Almaty</p> <p>Conférence ASEM</p> <p>Dialogue Asie-UE sur la migration de main-d'œuvre</p> <p>Processus de Bali</p> <p>Processus de Budapest</p> <p>MIDCOM</p> <p>Dialogue UE ALC</p> <p>Processus de Khartoum</p> <p>MIDWA</p> <p>Processus de Rabat</p> <p>SACM</p> <p>PIDC</p> <p>Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental (EaPPMA)</p>

4.5 Annexe 5 : Ordre du jour de la septième Réunion mondiale des PCR



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

Ordre du jour

10-11 octobre 2017 - Centre International de Conférences Genève, Genève (Suisse)⁴³

Première journée, 10 octobre 2017

9 h – 10 h	Enregistrement
10 h – 10 h 15	SESSION D'OUVERTURE
	DECLARATION DE BIENVENUE <i>S.E. M. l'Ambassadeur William Lacy Swing, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)</i> PRESENTATION DU DEROULEMENT DE LA REUNION <i>Mme Nicoletta Giordano, Chef de la Division des partenariats internationaux, OIM</i>
10 h 15 – 11 h 30	SESSION 1. CONTRIBUTIONS DES PROCESSUS MONDIAUX SUR LA MIGRATION AU PACTE MONDIAL SUR LES MIGRATIONS Modérateur : <i>M. Kevin Playford, Représentant permanent adjoint et Conseiller (droits de l'homme), Mission permanente de l'Australie auprès des Nations Unies pour la coprésidence du Processus de Bali</i>
	LE FORUM MONDIAL SUR LA MIGRATION ET LE DEVELOPPEMENT ET LE PACTE MONDIAL POUR DES MIGRATIONS SURES, ORDONNEES ET REGULIERES <i>M. Sönke Lorenz, Chef, Groupe de travail du FMMD, Ministère fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne</i> <i>M. Nadir El Habib, Secrétaire général, Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration</i> LE DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LA MIGRATION ET LE PACTE MONDIAL POUR DES MIGRATIONS SURES, ORDONNEES ET REGULIERES <i>Mme Jill Helke, Directrice du Département de la coopération internationale et des partenariats, OIM</i> QUESTIONS ET REPONSES. DISCUSSION

⁴³ Toutes les sessions plénières auront lieu dans la salle 5-6, et bénéficieront d'une interprétation en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe. Pour savoir dans quelle salle se dérouleront les discussions en groupe, et quels sont les services d'interprétation proposés, prière de consulter le point de l'ordre du jour correspondant.

11 h 30 – 13 h	SESSION 2. PACTE MONDIAL SUR LES MIGRATIONS : CONTRIBUTIONS ET RECOMMANDATIONS PAR REGION GROUPES DE DISCUSSION
	<p>Groupe 1. AFRIQUE (salle 18 ; interprétation : anglais-français)</p> <p>Facilitateurs : Mme Ruzvidzo Thokozile, Directrice de la Division des politiques de développement social, Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), et</p> <p>M. Moola Milomo, Directeur général de l'immigration de la Zambie, Président du Dialogue sur la migration pour les Etats membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MIDCOM)</p> <p>Groupe 2. AMERIQUES (salle 15 ; interprétation : anglais-espagnol)</p> <p>Facilitateurs : M. Enrique Peláez, Coordonnateur, Population et développement, Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie, Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), et</p> <p>S.E. M. l'Ambassadeur Jorge Enrique Muñio de Corso, Directeur général chargé des affaires consulaires et de la liaison, Ministère des relations extérieures de l'Uruguay, Président de la Conférence sud-américaine sur la migration (SACM)</p> <p>Groupe 3. EUROPE (salle 19 ; interprétation : anglais-russe)</p> <p>Facilitateurs : Mme Monika Linn, Directrice du Groupe du développement durable et du genre, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), et</p> <p>M. Radim Žák, Coordonnateur régional pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, Direction de la coopération et des dialogues sur la migration, Centre international pour le développement des politiques migratoires, Coordonnateur du Processus de Prague</p> <p>Groupe 4. ASIE, PACIFIQUE ET MOYEN-ORIENT (salle 5-6 ; interprétation : anglais-arabe)</p> <p>Facilitateurs : Mme Karima El Korri, Chef de la Section Population et développement social, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), et</p> <p>M. Nagesh Kumar, Directeur de la Division du développement social, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), et</p> <p>S.E. M. Manusha Nanayakkara, Vice-Ministre de l'emploi à l'étranger de Sri Lanka, Président du Dialogue d'Abou Dhabi</p>
13 h – 14 h 30	Déjeuner
14 h 30 – 17 h 30	SESSION 2. PACTE MONDIAL SUR LES MIGRATIONS : CONTRIBUTIONS ET RECOMMANDATIONS EXPOSES ET DISCUSSION EN PLENIERE <p>Modérateur : S.E. Mme l'Ambassadeur Laura Thompson Chacón, Directrice générale adjointe de l'OIM</p>
	<p>Rapporteur pour l'AFRIQUE M. Moola Milomo, MIDCOM</p> <p>Rapporteur pour les AMERIQUES Mme Kelly Ryan, Consultations intergouvernementales sur les politiques en matière de droit d'asile, de réfugiés et de migrations</p> <p>Rapporteur pour l'EUROPE M. Radim Žák, Processus de Prague</p> <p>Rapporteur pour l'ASIE, LE PACIFIQUE ET LE MOYEN-ORIENT Mme Karima El Korri, CESAO</p> <p>ECHANGES INTERREGIONAUX ET RECOMMANDATIONS GENERALES SUR LE PACTE MONDIAL, DISCUSSION</p>
17 h 30 – 18 h	Photo de groupe ⁴⁴
18 h – 20 h	Réception donnée par le Directeur général de l'OIM

44 La photo de groupe sera prise dans le foyer du Centre International de Conférences Genève.

Seconde journée, 11 octobre 2017

10 h – 11 h 45	<p>SESSION 3. DISCUSSION SUR LE ROLE DES PCR ET AUTRES MECANISMES DANS LE SUIVI ET L'EXAMEN DU PACTE MONDIAL SUR LES MIGRATIONS</p> <p><i>Modérateur : M. Javier Palummo, Directeur du Département de la recherche et de la gestion de l'information, Institut des politiques publiques dans le domaine des droits de l'homme, Marché commun du Sud (Mercosur)</i></p>
	<p>ROLE DES PCR ET AUTRES MECANISMES DANS LE SUIVI ET L'EXAMEN DU PACTE MONDIAL SUR LES MIGRATIONS</p> <p><i>Mme Michele Klein-Solomon, Directrice de l'Unité chargée du pacte mondial sur les migrations, OIM</i></p> <p>DISCUSSION</p> <p>PARTENARIATS DANS LA PERSPECTIVE DU PACTE MONDIAL ET ACTIONS COMMUNES AVEC LES COMMISSIONS REGIONALES DES NATIONS UNIES, DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES REGIONALES, LA SOCIÉTÉ CIVILE, LE SECTEUR PRIVÉ ET LES MILIEUX UNIVERSITAIRES. TOUR DE TABLE ET DISCUSSION.</p>
11 h 45 – 13 h	<p>SESSION DE CLOTURE : REFLEXIONS SUR LE PROCESSUS CONDUISANT AU PACTE MONDIAL, CONTRIBUTIONS ET PROCHAINES ÉTAPES</p> <p><i>Modérateur : S.E. M. l'Ambassadeur William Lacy Swing, Directeur général de l'OIM</i></p>
	<p>Points saillants de la septième Réunion mondiale des PCR</p> <p><i>S.E. M. l'Ambassadeur William Lacy Swing, Directeur général de l'OIM</i></p> <p>REMARQUES DE CLOTURE</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Mme Louise Arbour, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales et Secrétaire générale de la conférence intergouvernementale sur les migrations internationales de 2018</i> • <i>S.E. M. Juan José Gómez Camacho, Représentant permanent du Mexique auprès des Nations Unies à New York, Cofacilitateur chargé de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales sur le pacte mondial</i> • <i>S.E. M. Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies à New York, Cofacilitateur chargé de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales sur le pacte mondial</i> • <i>Discussion et clôture</i>

4.6 Annexe 6 : Objectifs de la session et questions visant à orienter les discussions de la septième Réunion mondiale des PCR



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

Objectifs de la session et questions visant à orienter les discussions

Objectif de la réunion

La septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux sur la migration, qui a pour thème « Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » a pour but :

- (i) D'offrir aux mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration [MCIM, y compris les processus consultatifs régionaux sur la migration, les forums interrégionaux sur la migration et les processus mondiaux sur la migration] et à leurs principaux partenaires régionaux l'occasion de réfléchir ensemble à leur **rôle** dans les travaux préparatoires en vue de l'adoption d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (ci-après le « pacte mondial ») ;
- (ii) De recueillir et d'examiner les bonnes pratiques existantes (politiques, lois, projets, institutions, fonds, etc.) et d'autres **contributions** de fond (recommandations, solutions novatrices, principes et approches communs pour faire face aux migrations internationales sous tous leurs aspects, etc.) qu'il convient de prendre en considération lors de la formulation du pacte mondial ; et
- (iii) D'identifier les questions et lacunes prioritaires, et d'envisager la possibilité de **partenariats** en vue de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'examen du pacte mondial.

Sujets à traiter à la septième Réunion mondiale des PCR

- Quel rôle les MCIM peuvent-ils jouer dans le processus devant conduire au pacte mondial ?
- Quelles sont les recommandations concrètes, bonnes pratiques, solutions novatrices, approches communes face aux migrations internationales que les MCIM peuvent formuler au sujet :
 - (v) des principes, engagements et accords concernant les migrations internationales sous tous leurs aspects qui pourraient sous-tendre un cadre global de coopération internationale sur les migrants et la mobilité humaine et renforcer la gouvernance et la coordination mondiales s'agissant des migrations internationales ?⁴⁵
 - (vi) d'engagements concrets, de moyens de mise en œuvre et d'un cadre de suivi et d'examen de la mise en œuvre ?⁴⁶
 - (vii) de chacun des thèmes et éléments du pacte mondial (tels qu'ils figurent dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants⁴⁷ et dans les Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial) ?⁴⁸
- Comment les MCIM peuvent/devraient-ils soutenir leurs Etats Membres dans les négociations intergouvernementales relatives au pacte mondial ?
- Quels partenariats les MCIM peuvent-ils suggérer pour ce qui est des travaux préparatoires, de la mise en œuvre et du suivi du pacte mondial ?

45 Déclaration de New York, annexe II, paragraphe 2.

46 Résolution relative aux modalités du pacte mondial, paragraphe 2.

47 Déclaration de New York, annexe II, paragraphe 8.

48 Résolution relative aux modalités du pacte mondial, paragraphe 15.

Objectifs de la session et questions visant à orienter les discussions.

Session 1. Contributions des processus mondiaux sur la migration au pacte mondial sur les migrations

Objectifs :

- Informer les participants des contributions des dialogues mondiaux sur la migration au pacte mondial qui peuvent présenter un intérêt également à l'échelle régionale.
- Etudier la possibilité de partenariats entre les dialogues mondiaux et des acteurs régionaux dans le cadre des travaux préparatoires du pacte mondial.

Questions visant à orienter les discussions

- Quel rôle les processus mondiaux sur la migration peuvent-ils jouer dans l'élaboration du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ?
- Quelles sont, parmi les bonnes pratiques proposées par les processus mondiaux sur la migration, celles qui peuvent présenter un intérêt à l'échelle régionale et être reproduites par les PCR/FIR et leurs partenaires régionaux ?
- Quels partenariats les processus mondiaux peuvent-ils suggérer pour ce qui est des travaux préparatoires, de la mise en œuvre et du suivi du pacte mondial ?

Session 2. Pacte mondial sur les migrations : contributions et recommandations par région

Objectifs (groupes de discussion et plénière) :

- Examiner les points de vue des PCR, des FIR, des processus mondiaux sur la migration et de leurs principaux partenaires (tels que les commissions régionales des Nations Unies et les organisations économiques régionales) quant à leur rôle dans les préparatifs, la mise en œuvre, le suivi et l'examen du pacte mondial.
- Faire l'inventaire des bonnes pratiques (politiques, lois, projets, institutions, fonds, etc.), des solutions novatrices, des principes et approches communs pour faire face aux migrations internationales sous tous leurs aspects, ainsi que de toutes les autres contributions qui peuvent présenter un intérêt pour les préparatifs du pacte mondial et être reproduites dans d'autres régions ou généralisées à l'échelle mondiale.
- Identifier les éventuelles questions et lacunes devant également être prises en considération dans le pacte mondial.
- Identifier les partenariats qu'il conviendrait de nouer en vue des préparatifs, de la mise en œuvre, du suivi et de l'examen du pacte mondial, ainsi que les difficultés connexes.
- Formuler des recommandations sur le rôle potentiel des MCIM/PCR dans les préparatifs, la mise en œuvre, le suivi et l'examen du pacte mondial, ainsi que sur leur contribution en la matière, y compris sur les partenariats nécessaires à cet égard.

- Sélectionner, parmi les bonnes pratiques et autres contributions au pacte mondial identifiées pendant les discussions en groupe, celles qui peuvent s'appliquer à toutes les régions.

Questions visant à orienter les discussions :

Session 2 Groupes de discussion

- Quels sont les cinq recommandations ou engagements concrets qui, selon votre région, doivent être pris en considération dans le pacte mondial ?
- Quels mécanismes, à l'échelle régionale, permettraient d'assurer un suivi et une mise en œuvre cohérents et efficaces du pacte mondial, et quel est le rôle des PCR dans ces mécanismes ?

Session 2 Discussion en plénière

- Quels sont les cinq recommandations ou engagements concrets identifiés par chaque groupe de discussion ?
- Quels mécanismes, à l'échelle régionale, ont été identifiés par chaque région afin d'assurer un suivi et une mise en œuvre cohérents et efficaces du pacte mondial, et quel est le rôle des PCR dans ces mécanismes ?
- Quels points ont fait l'objet d'un accord ou d'un désaccord général dans chaque groupe de discussion ?
- Quelles conclusions sont concordantes et/ou ont été répétées dans tous les groupes de discussion ?
- Parmi les contributions de fond et les bonnes pratiques régionales, quelles sont celles qui peuvent s'appliquer à toutes les régions ainsi qu'à l'échelle mondiale ?
- Quelles sont les cinq recommandations générales issues de la septième Réunion mondiale des PCR qui doivent être transmises aux cofacilitateurs du pacte mondial pour examen dans le cadre des travaux préparatoires ?

Session 3. Discussion sur le rôle des PCR et autres mécanismes dans le suivi et l'examen du pacte mondial sur les migrations

Objectifs :

Session 3 Discussion sur le suivi du pacte mondial

- Suggérer des moyens de mise en œuvre possibles et un cadre de suivi et d'examen de la mise en œuvre du pacte mondial.
- Discuter du rôle que pourraient jouer les MCIM et leurs partenaires dans le suivi et l'examen du pacte mondial.

Session 3. Discussion sur la participation de partenaires

- Identifier les recommandations des partenaires des MCIM concernant le pacte mondial.
- Suggérer des engagements concrets devant être pris par les partenaires des MCIM pour ce qui est du pacte mondial.

- Formuler les recommandations générales des MCIM et de leurs partenaires concernant le pacte mondial.
- Discuter des mécanismes de collaboration entre les MCIM et leurs partenaires quant aux préparatifs, aux négociations et à la mise en œuvre du pacte mondial.

Questions visant à orienter les discussions :

Session 3 Discussion sur le suivi du pacte mondial

- Quels moyens de mise en œuvre possibles et quel cadre de suivi et d'examen de la mise en œuvre du pacte mondial les MCIM et leurs partenaires suggèrent-ils ?
- Quel rôle les MCIM peuvent-ils jouer dans le suivi et l'examen du pacte mondial, et quels sont les partenariats nécessaires à cet égard ?

Session 3. Discussion sur la participation des partenaires

- Quelles sont les recommandations essentielles des partenaires des MCIM (commissions régionales des Nations Unies, organisations intergouvernementales régionales, ONG, milieux universitaires et institutions du secteur privé) pour ce qui concerne le pacte mondial ?
- Quelles pratiques efficaces les partenaires des MCIM (commissions régionales des Nations Unies, organisations intergouvernementales régionales, ONG, milieux universitaires et institutions du secteur privé) proposent-ils aux fins d'une réflexion plus large ?
- Quelles recommandations générales ont été formulées au sujet de la participation de partenaires dans la perspective du pacte mondial ?
- Comment les partenaires et les MCIM ont-ils collaboré/collaboreront-ils pour ce qui est des préparatifs, des négociations et de la mise en œuvre du pacte mondial ?

4.7 Annexe 7 : Liste des participants à la septième Réunion mondiale des PCR



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs sur la migration

10-11 octobre 2017

Centre International de Conférences Genève, salle 5-6, Genève (Suisse)

Liste des participants

I. Participants représentant les MCIM

#	MCIM	Nom	Titre
1.	Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale	M. Tarik Sissou	Chef de la Division de la coopération multilatérale, Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration
2.	Processus d'Almaty sur la protection des réfugiés et les migrations internationales	M. Nurlan Sheripov	Secrétaire d'Etat, Service national des migrations du Kirghizistan
3.	Secrétariat du Processus d'Almaty	Mme Tatiana Hadjiemmanuel	Coordonnatrice adjointe pour l'Asie centrale, Coordinatrice principale de programme, OIM Kazakhstan
4.	Secrétariat du Processus d'Almaty	Mme Madeline Garlick	Chef, Section de la politique de protection et des conseils juridiques du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
5.	Secrétariat du Processus d'Almaty	M. Michele Cavinato	Chef, Unité Asile et migration, HCR
6.	Secrétariat du Processus d'Almaty	Mme Sarah Elliott	Spécialiste associée pour les questions juridiques, HCR
7.	Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes (ARCP)	Mme Marwa Sayed Ali	Première Secrétaire, Division des migrations, des réfugiés et de la lutte contre la traite d'êtres humains, Département des affaires multilatérales, Ministère des affaires étrangères d'Egypte

#	MCIM	Nom	Titre
8.	Secrétariat de l'ARCP	Mme Enas El Fergany	Directrice, Département des réfugiés, des expatriés et des migrations, Secteur des affaires sociales, Ligue des Etats arabes
9.	Processus de Bali sur le trafic illicite d'êtres humains, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe	M. Kevin Playford	Représentant permanent adjoint de l'Australie à Genève, Conseiller (droits de l'homme)
10.	Processus de Bali sur le trafic illicite d'êtres humains, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe	S.E. M. Hasan Kleib	Représentant permanent de l'Indonésie à Genève
11.	Processus de Bali sur le trafic illicite d'êtres humains, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe	M. Shaun Choon	Administrateur (immigration), Mission permanente de l'Australie
12.	Processus de Budapest	M. Firat Bayar	Conseiller (questions économiques, migrations, santé)
13.	Secrétariat du Processus de Budapest	Mme Cecilia Lundstroem Carniel	Chef du Secrétariat du Processus de Budapest, Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM)
14.	Consultations caribéennes sur la migration	Mme Mariella Fonrose	Deuxième Secrétaire, Mission permanente de la République de Trinité-et-Tobago
15.	Secrétariat du Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental (EaPPMA)	Mme Laura Scorretti	Coordinatrice de programmes, Renforcement des capacités de gestion des migrations, Bureau de l'OIM en Ukraine
16.	Secrétariat de l'Initiative sur la route migratoire UE-Corne de l'Afrique (Processus de Khartoum)	Mme Monika Zanette	Administratrice de projet – Processus de Khartoum, Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM)
17.	Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat)	S.E. M. Michel Lastschenko	Ambassadeur, Envoyé spécial pour la migration et l'asile, Ministère des affaires étrangères de la Belgique
18.	Secretaría del Diálogo Euroafricano sobre la Migración y el Desarrollo (Proceso de Rabat)	Sra. Audrey Jolivel	Directora de Proyectos del Proceso de Rabat; Coordinadora para África Occidental, Centro Internacional de Formulación de Políticas Migratorias (ICMPD)
19.	Présidence du FMMD 2017	M. Sönke Lorenz	Chef, Groupe de travail du FMMD, Ministère fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne
20.	Présidence du FMMD 2017	Mme Katharina Bosch	Déléguée du FMMD

#	MCIM	Nom	Titre
21.	Présidence du FMMD 2017	M. Stephan Schmidt	Fonctionnaire chargé des politiques, Division du retour volontaire, de la réintégration et de la communication, Ministère fédéral de l'intérieur de l'Allemagne
22.	Présidence du FMMD 2018	M. Nadir El Habib	Secrétaire général, Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration du Maroc
23.	Présidence du FMMD 2017	Mme Carmen Esser	Fonctionnaire chargée des politiques – affaires humanitaires/migration, Mission permanente de l'Allemagne auprès des Nations Unies
24.	Bureau d'appui du FMMD	Mme Estrella Lajom	Chef, Unité d'appui du FMMD
25.	PCR de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (PCR de l'IGAD)	M. Charles Obila	Fonctionnaire chargé des migrations, Secrétariat de l'IGAD
26.	Consultations intergouvernementales sur les politiques en matière de droit d'asile, de réfugiés et de migrations (CIG)	M. Magne Holter	Directeur général adjoint, Département des migrations, Ministère de la justice et de la sécurité publique de la Norvège
27.	Secrétariat des CIG	Mme Kelly Ryan	Coordonnatrice, Secrétariat des CIG
28.	Secrétariat des CIG	M. Laurent Dalmasso	Chargé de programme principal, Secrétariat des CIG
29.	Dialogue sur la migration pour les Etats de l'Afrique centrale (DIMAC)	M. Padoue Fiacre Eboula Eyebe	Chef d'étude, Direction générale des affaires consulaires, Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de la francophonie et de l'intégration régionale du Gabon, chargé des Gabonais de l'étranger
30.	Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe (MIDSA)	M. Ngako Elphus Sekonyana	Directeur adjoint, Affaires humanitaires, Ministère des relations internationales et de la coopération de la République sud-africaine
31.	Dialogue sur la migration pour les Etats membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MIDCOM)	M. Moola Milomo	Directeur général de l'immigration de la Zambie
32.	Secrétariat du Dialogue sur la migration pour les Etats membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MIDCOM)	M. Absieh Houssein Guedi	Spécialiste de l'immigration, de la libre circulation et du travail, Département des affaires juridiques et institutionnelles, Secrétariat du COMESA

#	MCIM	Nom	Titre
33.	Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie (Dialogue d'Abou Dhabi)	S. E. M. Maligaspe Koralage Nalin Manusha Nanayakkara	Vice-Ministre de la promotion et de la protection de la main-d'œuvre à l'étranger de Sri Lanka
34.	Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie (Dialogue d'Abou Dhabi)	W. M. Vimalartne Wansekara	Directeur général supplémentaire (affaires internationales), Bureau de l'emploi à l'étranger de Sri Lanka
35.	Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie (Dialogue d'Abou Dhabi)	S.E. M. Ravinatha P. Aryasinha	Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies, Mission permanente de Sri Lanka
36.	Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie (Dialogue d'Abou Dhabi)	Mme Samantha Jayasuriya	Représentante permanente adjointe, Mission permanente de Sri Lanka
37.	Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie (Dialogue d'Abou Dhabi)	Mme Hettiwattage Shashika Thavishani Somaratne	Conseillère, Mission permanente de Sri Lanka
38.	Secrétariat de la Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie (Dialogue d'Abou Dhabi)	Mme Fatma AlHosani	Chargée des relations internationales, Département des organisations internationales, Ministère des ressources humaines et de l'émiratisation des Emirats arabes unis
39.	Secrétariat de la Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie (Dialogue d'Abou Dhabi)	M. Alex Zalami	Conseiller du Ministre pour les affaires internationales, Ministère des ressources humaines et de l'émiratisation des Emirats arabes unis

#	MCIM	Nom	Titre
40.	Secrétariat de la Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie (Dialogue d'Abou Dhabi)	Mme Mohammed Alia	Responsable principale des organisations internationales, Département des organisations internationales, Ministère des ressources humaines et de l'émiratisation des Emirats arabes unis
41.	Forum intrarégional sur la migration en Afrique (Forum panafricain)	M. Charles Kwenin	Chef du Secrétariat technique et Conseiller régional principal pour l'Afrique, Siège de l'OIM
42.	Secrétariat du Processus de Prague	M. Radim Žák	Coordonnateur régional pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, Direction de la coopération et des dialogues sur la migration, Centre international pour le développement des politiques migratoires, (CIDPM)
43.	Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla)	S. E. Mme Liduvina del Carmen Magarin de Esperanza	Vice-Ministre des Salvadoriens de l'étranger, Ministère des relations extérieures d'El Salvador
44.	Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla)	Mme Katherine Melissa Rubio-Gallegos	Conseillère, Mission permanente d'El Salvador à Genève
45.	Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla)	M. Alex Saldías	Troisième Secrétaire, Mission permanente du Chili
46.	Secrétariat de la Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla)	M. Luis Alonso Serrano Echeverría	Coordonnateur, Secrétariat technique de la Conférence régionale sur les migrations
47.	Processus consultatif régional sur l'emploi	Sr. Shivaram Pokharel	Subsecretario, División de Empleo en el Extranjero, Ministerio de Trabajo y Empleo de Nepal
48.	Secrétariat du Processus de Colombo	S. E. Deepak Dhital	Ambassadeur, Représentant permanent du Népal auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
49.	Secrétariat du Processus de Colombo	Mme Ranjita Dahal	Première Secrétaire, Mission permanente du Népal à Genève
50.	Conférence sud-américaine sur la migration (SACM)	S.E. M. l'Ambassador Jorge Enrique Muiño de Corso	Directeur général chargé des affaires consulaires et de la liaison, Ministère des relations extérieures de l'Uruguay
51.	Conférence sud-américaine sur la migration (SACM)	Mme Dianela Pi Cedrés	Ministre, Mission permanente de l'Uruguay à Genève
52.	Secrétariat de la SACM	M. Diego Beltrand	Directeur régional pour l'Amérique du Sud, OIM

II. Participantes no pertenecientes a los MCIM

II.A. Organizaciones Económicas Regionales

#	Organización	Nombre	Cargo
53.	Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG)	S. E. M. Adel Almahri	Chef et Observateur permanent du CCG auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
54.	Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG)	M. Abdullah Almahri	Chef du Département des organisations internationales, Délégation permanente du CCG à Genève
55.	Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG)	M. Ahmad Sheriman	Délégation permanente du CCG à Genève
56.	Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)	M. Christophe Bazivamo	Secrétaire général adjoint de la Communauté d'Afrique de l'Est, chargé des secteurs productifs et sociaux
57.	Union européenne	M. Daniel Beck	Premier Conseiller (migration et asile), Délégation de l'Union européenne (UE) à Genève
58.	Union européenne	M. Benjamin Lemerle	Attaché, Section des affaires humanitaires, Délégation de l'UE à Genève
59.	Commission économique eurasiennne	M. Askar Kishkembayev	Chef du Secrétariat du Ministre de l'économie et des politiques financières
60.	Commission économique eurasiennne	Mme Paiza Suiumbaeva	Chef du Département de la migration de main-d'œuvre et de la protection sociale
61.	Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud) (MERCOSUR)	M. Javier Palummo	Directeur du Département de la recherche et de la gestion de l'information, Institut des politiques publiques dans le domaine des droits de l'homme, Marché commun du Sud (MERCOSUR)

II.B. Organización de las Naciones Unidas (incluidas las Comisiones Regionales de las Naciones Unidas)

#	Organización	Nombre	Cargo
62.	Cofacilitateur chargé de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales sur les questions afférentes au pacte mondial, à la conférence intergouvernementale	S. E. M. Juan José Gómez Camacho	Représentant permanent du Mexique auprès des Nations Unies à New York

#	Organización	Nombre	Cargo
63.	Cofacilitateur chargé de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales sur les questions afférentes au pacte mondial, à la conférence intergouvernementale	S.E. M. Jürg Lauber	Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies à New York
64.	Bureau du cofacilitateur chargé de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales sur les questions afférentes au pacte mondial, à la conférence intergouvernementale	Mme Andrina Frey	Première Secrétaire, Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
65.	Bureau du cofacilitateur chargé de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales sur les questions afférentes au pacte mondial, à la conférence intergouvernementale	Mme Bettina Etter	Première Secrétaire, Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
66.	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales	Mme Louise Arbour	Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales
67.	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	M. Nagesh Kumar	Directeur de la Division du développement social
68.	Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA)	Mme Ruzvidzo Thokozile	Directrice de la Division des politiques de développement social
69.	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)	Mme Monika Linn	Directrice du Groupe du développement durable et du genre
70.	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)	M. Enrique Peláez	Coordonnateur, Population et développement, Division de la population, Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CEPALC)

#	Organización	Nombre	Cargo
71.	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO)	Mme Karima El Korri	Chef de la Section Population et développement social et Chef de l'Unité de la CESAO sur le Programme 2030

II.C. Donantes

#	Organización	Nombre	Cargo
72.	Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'Etat des Etats-Unis	Mme Michelle Prodromou	Spécialiste de programme, Mission permanente des Etats-Unis à Genève

II.D. Organizadores (OIM)

#	Organización	Nombre	Cargo
73.	Organisation internationale pour les migrations (OIM) – Siège	S.E. M. l'Ambassadeur William Lacy Swing	Directeur général
74.	OIM – Siège	S.E. Mme l'Ambassadeur Laura Thompson Chacón	Directrice générale adjointe
75.	OIM – Siège	Mme Clarissa Azkoul	Chef de cabinet
76.	OIM – Siège	Mme Wen Li	Conseillère régionale principale pour l'Asie
77.	OIM – Siège	M. Manfred Profazzi	Conseiller régional principal pour l'Europe
78.	OIM – Siège	Mme Jill Helke	Directrice du Département de la coopération internationale et des partenariats (ICP)
79.	OIM – Siège	Mme Nicoletta Giordano	Chef de la Division des partenariats internationaux, ICP
80.	OIM – Siège	Mme Kristina Galstyan	Coordonnatrice des réunions mondiales des PCR, Fonctionnaire chargée des politiques migratoires, Division des partenariats internationaux, ICP
81.	OIM – Siège	Mme Michele Klein Solomon	Conseillère politique principale auprès du Directeur général, Equipe de base chargée du pacte mondial sur les migrations, Bureau du Directeur général (ODG)
82.	OIM – Siège	Mme Erica Usher	Conseillère politique principale, Equipe de base chargée du pacte mondial sur les migrations, ODG
83.	OIM – Siège	Mme Suzanne Sheldon	Chef d'équipe, pacte mondial sur les migrations, section Information à New York, Bureau de l'OIM auprès des Nations Unies à New York

#	Organización	Nombre	Cargo
84.	OIM – Siège	M. Colin Rajah	Consultant issu de la société civile
85.	OIM – Siège	Mme Rachel Velasco	Fonctionnaire adjointe chargée des politiques migratoires, Division des partenariats internationaux, ICP
86.	OIM – Siège	M. Timothée Binoth	Division des partenariats internationaux, ICP
87.	OIM – Siège	Mme Azrah Karim Rajput	Equipe de base chargée du pacte mondial sur les migrations, ODG
88.	OIM – Siège	Mme Alina Narusova	Equipe de base chargée du pacte mondial sur les migrations, ODG
89.	OIM – Siège	M. Abdel Rahmane Diop	Fonctionnaire adjoint chargé des politiques migratoires, Equipe de base chargée du pacte mondial sur les migrations, ODG
90.	OIM – Siège	Mme Mailan Thai	Fonctionnaire adjointe chargée des politiques migratoires, Equipe de base chargée du pacte mondial sur les migrations, ODG
91.	OIM – Siège	M. Marek Sliwinski	Administrateur auxiliaire, Equipe de base chargée du pacte mondial sur les migrations, ODG
92.	OIM – Siège	Mme Katie Colven	Equipe de base chargée du pacte mondial sur les migrations, ODG

4.8 Annexe 8 : Questionnaire de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Organisation internationale pour les migrations (OIM) Division des partenariats internationaux

Contributions des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) au pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

La septième Réunion mondiale des PCR, organisée les 10-11 octobre 2017 à Genève (Suisse), a pour thème « Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ». L'objectif de cette réunion de deux jours est de réunir des représentants de PCR, de FIR et de processus mondiaux sur la migration, ainsi que des représentants d'organisations économiques régionales et des commissions régionales des Nations Unies (acteurs importants avec lesquels les MCIM collaborent) en vue d'examiner leurs expériences, leurs bonnes pratiques et leurs recommandations respectives, issues de délibérations menées par les MCIM, les commissions régionales des Nations Unies ou les organisations économiques régionales depuis le Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants du 19 septembre 2016. Il sera demandé aux MCIM, aux commissions régionales des Nations Unies et aux organisations économiques régionales de présenter leurs contributions au pacte mondial sur les migrations lors des discussions en groupe (par région). Ces contributions seront ensuite transmises aux cofacilitateurs chargés de conduire les consultations et les négociations intergouvernementales sur le pacte mondial pour examen en vue de leur intégration dans l'avant-projet du pacte mondial.

Dans le cadre des préparatifs de la septième Réunion mondiale des PCR, l'OIM souhaiterait recueillir ces contributions à l'aide du présent questionnaire. Veuillez répondre aux questions ci-après et envoyer le questionnaire dûment rempli à l'OIM, à l'adresse grcp@iom.int, pour le 26 juin 2017.

Merci.

I. Informations générales	
Nom du mécanisme consultatif interétatique sur la migration (MCIM) :	
II. Recommandations concrètes	
Le MCIM que vous représentez a-t-il formulé des recommandations concrètes concernant le pacte mondial sur les migrations ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Dans l'affirmative, veuillez les énumérer. (Ajoutez des lignes supplémentaires pour chaque nouvelle recommandation)	

Pour chaque recommandation, veuillez indiquer l'élément du pacte mondial correspondant (<i>voir l'appendice 1 pour la liste des éléments</i>) ; si nécessaire, indiquez plus d'un élément.	
Veuillez indiquer un lien Web (si disponible) :	
3. Pratiques exemplaires et solutions novatrices	
Le MCIM que vous représentez a-t-il identifié des pratiques exemplaires et/ou des solutions novatrices pour orienter les travaux préparatoires du pacte mondial ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Dans l'affirmative, veuillez les décrire. (Ajoutez des lignes supplémentaires pour chaque nouvelle pratique exemplaire ou solution novatrice)	
Type de pratique (par exemple : <i>politique, lois, projet, institution, fonds, etc.</i>) :	
Veuillez indiquer l'élément du pacte mondial correspondant (<i>voir l'appendice 1 pour la liste des éléments</i>) ; si nécessaire, indiquez plus d'un élément.	
Pays, région(s)/sous-région(s) où la pratique a été testée et mise en place à titre expérimental	
Veuillez indiquer un lien Web (si disponible) :	
4. Principes et approches communs pour faire face aux migrations internationales sous tous leurs aspects	
Le MCIM que vous représentez a-t-il identifié des principes et approches communs pour faire face aux migrations internationales sous tous leurs aspects ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Dans l'affirmative, veuillez les décrire. (Ajoutez des lignes supplémentaires pour chaque nouveau principe/et ou approche communs)	
Pour chaque principe et/ou approche communs, veuillez indiquer l'élément du pacte mondial correspondant (<i>voir l'appendice 1 pour la liste des éléments</i>) ; si nécessaire, indiquez plus d'un élément.	
Veuillez indiquer un lien Web (si disponible) :	

Soumis par : _____

Date : _____

Appendice I. Éléments et thèmes du pacte mondial sur les migrations⁴⁹

- **Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance.**
 - Élément i) : Une protection effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales des migrants, réguliers ou irréguliers, y compris des femmes et des enfants ; les besoins particuliers des migrants en situation de vulnérabilité.
 - Élément o) : La promotion, selon qu'il conviendra, de l'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil ; de l'accès aux services de base pour les migrants et de services tenant compte de la problématique hommes-femmes.
 - Élément u) : La lutte contre le racisme, la xénophobie, la discrimination et l'intolérance visant les migrants.
- **Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes.**
 - Élément m) : La réduction de l'incidence et des conséquences de la migration irrégulière.
 - Élément q) : La défense des droits du travail et la garantie de la sécurité sur le lieu de travail pour les travailleurs migrants et ceux qui ont un emploi précaire ; la protection des travailleuses migrantes dans tous les secteurs ; la promotion de la mobilité de la main-d'œuvre, y compris les migrations circulaires.
 - Élément w) : La reconnaissance des qualifications, de l'éducation et des compétences acquises à l'étranger ; la coopération sur l'accessibilité et la transférabilité des avantages acquis.
 - Élément p) : L'examen de politiques relatives à la régularisation du statut des migrants.
- **La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration.**
 - Élément e) : La facilitation de migrations et de la mobilité des personnes dans des conditions sûres, ordonnées et régulières, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées, y compris par la création et le développement de voies de migration sûres et régulières.
 - Élément f) : La possibilité d'une coopération internationale accrue en vue de renforcer la gouvernance des migrations.
 - Élément j) : La coopération internationale pour le contrôle des frontières dans le plein respect des droits de l'homme des migrants.
 - Élément s) : Le retour et la réadmission dans le pays d'origine ainsi que le renforcement de la coopération en la matière entre les pays d'origine et de destination.
 - Élément v) : La production de données ventilées sur les migrations internationales.
 - Élément x) : La coopération aux niveaux national, régional et international sur tous les aspects des migrations.
 - Élément r) : Les responsabilités et obligations des migrants envers les pays d'accueil.

⁴⁹ Ces éléments sont énumérés dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, annexe II, paragraphe 8. Les thèmes sont tirés des Modalités des négociations intergouvernementales sur le pacte mondial, paragraphe 15 de la résolution y afférente. Dans le présent appendice, les éléments sont regroupés par thème par l'OIM.

- **Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis.**
 - Élément a) : La réalité pluridimensionnelle des migrations internationales et son importance pour le développement des pays d'origine, de transit et de destination, comme cela a été souligné dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
 - Élément d) : La participation des migrants au développement durable, et les liens complexes entre les migrations et le développement.
 - Élément h) : L'importance des envois de fonds comme source de capitaux privés, et leur contribution au développement ; la promotion d'envois de fonds plus rapides, moins onéreux et plus sûrs par les voies légales, tant dans les pays d'origine que de destination, y compris grâce à une réduction des coûts de transaction.
 - Élément t) : L'utilisation de la contribution des diasporas ; le renforcement des liens avec les pays d'origine.
- **La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.**
 - Élément c) : La nécessité de s'attaquer aux causes des migrations, y compris en renforçant les mesures prises en faveur du développement, de l'élimination de la pauvreté, de la prévention et de la résolution des conflits.
 - Élément n) : Des solutions à la situation des migrants dans les pays en crise.
 - Élément b) : Les nouvelles chances que les migrations internationales offrent aux migrants et à leur famille.
 - Élément g) : Les effets de la migration sur le capital humain dans les pays d'origine.
- **Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite.**
 - Élément k) : La lutte contre la traite d'êtres humains, le trafic illicite de migrants et les formes contemporaines d'esclavage.
 - Élément l) : L'identification des personnes victimes de traite et la possibilité de leur fournir une assistance, y compris l'octroi du statut de résident temporaire ou permanent, et la délivrance d'un permis de travail, selon qu'il conviendra.

Appendice 2. Définitions

Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières : initiative des Etats Membres qui vise à mettre sur pied un cadre global de coopération internationale sur les migrants et la mobilité humaine en définissant un ensemble de principes, d'engagements et d'accords entre les Etats Membres des Nations Unies concernant les migrations internationales sous tous leurs aspects.

Contributions au pacte mondial sur les migrations : Les Etats Membres et toutes les parties prenantes compétentes sont invités à participer à toutes les étapes des travaux préparatoires du pacte mondial et à la conférence elle-même, et à fournir des recommandations concrètes et autres contributions de fond. Les contributions, qui devraient tenir compte des diverses réalités, peuvent prendre la forme d'une mise en commun de pratiques exemplaires et de politiques concrètes.

Recommandation concrète : conseils stratégiques à l'intention des décideurs de haut niveau pour les éclairer sur une question de politique et/ou suggérer des réformes politiques.

Bonne pratique : pratique, méthode ou technique qui s'est révélée efficace dans un ou plusieurs scénarios pour obtenir un effet souhaité et produire de bons résultats, et qui est, par conséquent, recommandée comme modèle. Critères d'une bonne pratique : i) efficace et couronnée de succès ; ii) viable sur le plan environnemental, économique et social ; iii) soucieuse des sexospécificités ; iv) techniquement réalisable ; v) intrinsèquement participative ; vi) reproductible et adaptable ; vii) propre à réduire les risques de catastrophe/crise, le cas échéant. Les expressions « bonne pratique », « pratique exemplaire » et « pratique efficace » sont employées indifféremment.

Solution novatrice : idée ou méthode nouvelle, application de meilleures solutions qui répondent à de nouvelles exigences ou à des besoins existants.

Principes et approches communs pour faire face aux migrations internationales : vérités ou propositions fondamentales, et moyens de faire face à une situation ou à un problème, qui constituent les fondements nécessaires d'une bonne gouvernance des migrations.

4.9 Annexe 9 : Résumé des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR. Recommandations transrégionales et aperçus régionaux – Amériques, Afrique, Europe et Asie, Pacifique et Moyen-Orient.



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Résumé des résultats de l'enquête réalisée par l'OIM dans la perspective de la septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

Contexte

Résumé des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR. Recommandations transrégionales

- Appendice 1. Bonnes pratiques et solutions novatrices proposées par des processus mondiaux sur la migration : FMMD

Aperçu des résultats de l'enquête par région

- Appendice 2. Aperçu des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR (Afrique)
- Appendice 3. Aperçu des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR (Amériques)
- Appendice 4. Aperçu des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR (Asie, Pacifique et Moyen-Orient)
- Appendice 5. Aperçu des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR (Europe)

Contexte

Le terme général « **mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration** » (MCIM) désigne l'ensemble des enceintes de discussion sur les politiques et d'échange d'informations pilotées par les Etats à l'échelle régionale, interrégionale et mondiale, en vue de promouvoir la coopération dans le domaine de la migration. Il englobe les processus mondiaux sur la migration, les forums interrégionaux sur la migration (FIR) (qui comprennent deux régions ou plus) et les processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR) (qui concernent une seule région).⁵⁰

Les **consultations mondiales des présidents et secrétariats des principaux processus consultatifs régionaux sur la migration** (réunions mondiales des PCR)⁵¹ rassemblent les représentants des présidents et des secrétariats des principaux MCIM – PCR, FIR et processus mondiaux sur la migration – en vue de stimuler les échanges et les synergies entre les MCIM sur différentes questions concernant la migration et, ce faisant, d'améliorer la cohérence des politiques à l'échelle régionale, intrarégionale et mondiale.

La **septième Réunion mondiale** des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration, organisée les 10-11 octobre 2017 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Genève, avait pour thème général « Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ». Elle a rassemblé les principaux MCIM et leurs grands partenaires régionaux – organisations économiques régionales et commissions régionales des Nations Unies.

Lors des préparatifs de la septième Réunion mondiale des PCR, une **enquête** avait été réalisée auprès des MCIM et de leurs grands partenaires régionaux pour faciliter l'échange d'idées et de pratiques à cette occasion et lors des discussions en groupe (par région). Il leur a été demandé de soumettre des informations en les regroupant dans trois sections : recommandations concrètes, pratiques exemplaires et solutions novatrices, principes et approches communs pour faire face aux migrations internationales sous tous leurs aspects. Chaque entité devait remplir un seul questionnaire récapitulatif au nom de toutes les parties qui la constituent.

50 Les expressions « forums interrégionaux sur la migration » et « processus consultatifs régionaux sur la migration » sont souvent employées indifféremment pour désigner des processus de dialogue politique consacrés à des questions de priorité régionale.

51 Les réunions mondiales des PCR réunissent non seulement des PCR, mais aussi les principaux MCIM. Leur appellation remonte à 2005, lorsque le terme générique employé pour désigner tous les processus de dialogue sur la migration était « PCR » ou « processus consultatifs régionaux sur la migration », et que le terme « FIR » ou « Forums interrégionaux sur la migration » n'était pas encore usité. Les réunions mondiales des PCR ont vu le jour avant que ne soient lancés certains grands processus mondiaux sur la migration (tels que le FMMD et le Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement). Cependant, après leur lancement, ces processus ont eux aussi été pris en compte lors des réunions mondiales des PCR.



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

Résumé des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR Recommandations transrégionales⁵²

L'enquête a été menée auprès des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM), des commissions régionales des Nations Unies et des organisations économiques régionales, qui avaient été invités à participer à la septième Réunion mondiale des PCR pour dresser l'inventaire de leurs bonnes pratiques respectives et autres contributions au pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Des réponses ont été reçues de 20 MCIM, quatre commissions régionales des Nations Unies et trois organisations économiques régionales (27 au total). Un questionnaire récapitulatif a été rempli pour chaque entité. Le président et chef du secrétariat des MCIM a coordonné ces réponses, qui constituent les réponses officielles des MICM.

Selon les résultats de l'enquête, sur les 27 entités qui y ont contribué, seules 14 ont formulé des recommandations concernant le pacte mondial sur les migrations : un processus mondial (FMMD), huit PCR (ARCP, Processus de Budapest, Processus de Colombo, PCR de l'IGAD, DIMAC, MIDSA, MIDWA et Conférence régionale sur la migration) ; trois FIR (Dialogue ACP-UE sur la migration, Dialogue d'Abou Dhabi, Forum panafricain sur la migration) ; une organisation économique régionale (Commission économique eurasiennne) ; et une commission régionale des Nations Unies (CEPALC).

Six autres entités s'entretiennent actuellement au sujet de leurs recommandations : un PCR (Processus d'Almaty) ; deux FIR (Dialogue 5+5 et CIG) et trois commissions régionales des Nations Unies (CEE, CESAP et CESA).

Parmi les entités qui ont participé à l'enquête, seules trois (Dialogue ACP-UE sur la migration, Processus de Budapest et FMMD)⁵³ ont formulé des recommandations sur les six thèmes.

Le taux de réponse a été le plus exhaustif pour l'Europe et l'Afrique, alors que seulement une partie des contributions ont été reçues de l'Asie et du Moyen-Orient. Dans les Amériques, les recommandations communes concernaient seulement deux thèmes ; dans les autres régions, elles portaient sur les six thèmes. Ainsi, sur le plan quantitatif, les recommandations les plus couramment formulées dans toutes les régions concernent « les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis » et « la lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises

⁵² Le présent résumé a été élaboré par la Division des partenariats internationaux de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur la base des réponses au questionnaire.

⁵³ Les réponses du FMMD à l'enquête ont été prises en considération pour l'aperçu transrégional.

d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits ».

Les recommandations récurrentes⁵⁴ dans toutes les régions abordent les points suivants :

a) Priorités pour les quatre régions (groupes de discussion) :

- Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis.
 - La contribution des envois de fonds au développement et la promotion d'envois de fonds plus rapides, moins onéreux et plus sûrs (élément « h »).
- La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.
 - La nécessité de s'attaquer aux causes des migrations, y compris en renforçant les mesures prises en faveur du développement, de l'élimination de la pauvreté, de la prévention et de la résolution des conflits (élément « c »).
 - Des solutions à la situation des migrants dans les pays en crise (élément « n »).

b) Priorités pour trois des quatre régions (sauf pour les Amériques, où aucun accord n'a été trouvé sur les thèmes suivants) :

- Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance.
 - Une protection effective des droits de l'homme des migrants, réguliers ou irréguliers, y compris les migrants en situation de vulnérabilité (élément « i »).
- Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes.
 - La défense des droits du travail et la garantie de la sécurité sur le lieu de travail pour les travailleurs migrants, y compris pour les travailleuses migrantes, et la promotion de la mobilité de la main-d'œuvre (élément « q »).
- La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration.
 - Une coopération internationale accrue en vue de renforcer la gouvernance des migrations (élément « f »).
- Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis.
 - L'utilisation de la contribution des diasporas ; le renforcement des liens avec les pays d'origine (élément « t »).
 - La participation des migrants au développement durable, et les liens complexes entre les migrations et le développement (élément « d »).

⁵⁴ Aux fins du présent résumé, une recommandation est considérée comme récurrente si elle est faite par plus de 50 % des entités interrogées.

- La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.
 - Des solutions à la situation des migrants dans les pays en crise (élément « n »).
 - Les nouvelles chances que les migrations internationales offrent aux migrants et à leur famille (élément « b »).
- Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite.
 - La lutte contre la traite d'êtres humains, le trafic illicite de migrants et les formes contemporaines d'esclavage (élément « k »).
 - L'identification des personnes victimes de traite et la possibilité de leur fournir une assistance, y compris l'octroi du statut de résident temporaire ou permanent, et la délivrance d'un permis de travail, selon qu'il conviendra (élément « l »).

Les résultats de l'enquête ont mis en évidence une multitude de bonnes pratiques qui peuvent s'appliquer à toutes les régions : lois, politiques, structures, projets, méthodologies, guides, manuels, etc..

Les aperçus régionaux des réponses à l'enquête et les questionnaires dûment remplis sont joints au présent résumé. Le tableau des résultats de l'enquête est disponible sur demande.

Appendice I du « Résumé des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR. Recommandations transrégionales. »

Bonnes pratiques et solutions novatrices proposées par des processus mondiaux sur la migration (contributeur : FMMD)

- Lois et politiques
 - Code de pratique du Royaume-Uni pour le recrutement éthique de professionnels de la santé sur le plan international
 - Directives de l'OIT
 - Consensus de Montevideo sur la population et le développement
 - Passeport de la CEDEAO.
 - Déclaration de Manille visant à renforcer la coopération internationale dans la lutte contre la traite des êtres humains
- Projets
 - Initiative MICIC
 - Programme « Citoyenneté – échanger, créer, décider » de la Commission fédérale des migrations de la Suisse
 - Programme Australie-Asie de lutte contre la traite des personnes
 - Programme régional pour l'autonomisation des travailleuses migrantes en Asie
 - Campagne « Todos Somos Migrantes » (Nous sommes tous des migrants) du Gouvernement de l'Equateur
 - Initiative conjointe pour la migration et le développement des Nations Unies
- Structures
 - Nomination par les Pays-Bas d'un Rapporteur national sur la traite des êtres humains et la violence sexuelle à l'égard des enfants
 - Cadre pancanadien d'évaluation et de reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger
 - Plateforme ADEPT (Africa-Europe Diaspora Development Platform)
- Recherche, collecte et analyse de données
 - 6Degree.org est un portail de financement participatif lancé en 2015 dans le cadre d'un partenariat entre l'OIM et Microsoft, dont l'objectif est de faciliter le retour volontaire et l'intégration durable de victimes de la traite d'êtres humains.

Appendice 2 du « Résumé des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR. Recommandations transrégionales. »



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

Aperçu des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR (Afrique)⁵⁵

Dans la perspective de la septième Réunion mondiale des PCR, organisée à Genève (Suisse) les 10-11 octobre, une enquête avait été menée auprès de mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) (processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux et Dialogues sur la migration), des commissions régionales des Nations Unies et d'organisations économiques régionales en vue de prendre en considération leurs réflexions et recommandations respectives concernant le pacte mondial sur les migrations. Il a été demandé que les réponses soient regroupées selon les six thèmes et les 24 éléments du pacte mondial.

Vingt-sept questionnaires dûment remplis ont été reçus de 20 MCIM, quatre commissions régionales des Nations Unies et trois organisations économiques régionales, représentant un récapitulatif des réponses de chaque entité ayant répondu au questionnaire. Dans le cas des MCIM, il a été demandé aux secrétariats de coordonner les réponses avec les présidents respectifs. Les résultats de l'enquête seront examinés à la septième Réunion mondiale des PCR, lors de la session 2, pour laquelle quatre groupes de discussion régionaux ont été constitués : 1) Afrique, 2) Amériques, 3) Europe, 4) Asie, Pacifique et Moyen-Orient.

Aperçu des réponses de l'Afrique

En juin 2017, il a été demandé à douze entités couvrant l'Afrique de remplir le questionnaire. Au 10 octobre 2017, onze avaient répondu – cinq PCR, cinq FIR⁵⁶ et une organisation partenaire :

⁵⁵ Le présent résumé a été élaboré par la Division des partenariats internationaux de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur la base des réponses au questionnaire.

⁵⁶ Les réponses à l'enquête des forums interrégionaux sur la migration (FIR) apparaissent dans les résultats de chaque région couverte par les FIR.

Mécanismes consultatifs interétatiques		Organisations partenaires des MCIM	
PCR	FIR	Organisations économiques régionales	Commissions régionales des Nations Unies
<p>PCR de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (PCR de l'IGAD)</p> <p>Dialogue sur la migration pour les Etats de l'Afrique centrale (DIMAC)</p> <p>Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe (MIDSA)</p> <p>Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest (MIDWA)</p> <p>Dialogue sur la migration pour les Etats membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MIDCOM)</p>	<p>Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale</p> <p>Dialogue Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – Union européenne (UE) sur la migration</p> <p>Processus de Khartoum (Initiative sur la route migratoire UE-Corne de l'Afrique)</p> <p>Forum panafricain sur la migration</p> <p>Processus de Rabat (Dialogue euro-africain sur la migration et le développement)</p>	Communauté d'Afrique de l'Est	

Aucune réponse n'a été reçue de : Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA).

I. Recommandations

Sept entités (Dialogue 5+5,⁵⁷ Dialogue ACP-UE sur la migration,⁵⁸ PCR de l'IGAD, DIMAC, MIDSA, MIDWA et Forum panafricain sur la migration) ont formulé des recommandations concrètes concernant le pacte mondial sur les migrations. Trois autres (MIDCOM, Processus de Rabat,⁵⁹ CAE) n'ont pas pu communiquer leurs recommandations concrètes sur le pacte mondial.

Seul le Dialogue ACP-UE sur la migration a formulé des recommandations sur les six thèmes.

- Recommandations récurrentes

Les recommandations de cette région portent sur les thèmes suivants du pacte mondial :

- **Thème 1 du pacte mondial** : six entités.

Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance.

Les recommandations récurrentes portent sur la protection effective des droits des migrants.

⁵⁷ Ce FIR a indiqué que des recommandations concrètes ne seront finalisées qu'après sa réunion de novembre 2017.

⁵⁸ Selon le questionnaire dûment rempli, le Dialogue ACP-UE sur la migration aborde tous les points énumérés sous chaque thème du pacte mondial ; par conséquent, tous les éléments ont été considérés comme étant couverts par le Dialogue ACP-UE.

⁵⁹ Les réponses du Processus de Rabat font cependant référence à ses orientations relatives au pacte mondial sur les migrations et à son document officiel sur les principaux points de convergence et de divergence au sujet des réunions thématiques informelles sur le pacte mondial.

– **Thème 2 du pacte mondial** : six entités.

Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes.

Les recommandations récurrentes portent sur la défense des droits du travail et la garantie de la sécurité sur le lieu de travail pour les travailleurs migrants ; et la réduction des conséquences de la migration irrégulière.

– **Thème 3 du pacte mondial** : sept entités.

La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration.

Les recommandations récurrentes portent sur une coopération internationale accrue en vue de renforcer la gouvernance des migrations ; la coopération internationale pour le contrôle des frontières, dans le plein respect des droits de l'homme des migrants ; et la production de données ventilées sur les migrations internationales.

– **Thème 4 du pacte mondial** : trois entités.

Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis.

Les recommandations récurrentes portent sur la contribution des envois de fonds au développement ; l'utilisation de la contribution des diasporas et le renforcement des liens avec les pays d'origine.

– **Thème 5 du pacte mondial** : trois entités.

La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.

Les recommandations récurrentes portent sur la nécessité de s'attaquer aux causes des migrations ; des solutions à la situation des migrants dans les pays en crise ; et les nouvelles chances que les migrations internationales offrent aux migrants.

– **Thème 6 du pacte mondial** : cinq entités.

Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite.

Les recommandations récurrentes portent sur la lutte contre la traite d'êtres humains et l'assistance aux personnes victimes de traite.

II. Bonnes pratiques et solutions novatrices

Les réponses ont mis en évidence une multitude de bonnes pratiques dans la région qui concernent des lois, des politiques, des structures et des projets. La plupart des bonnes pratiques sont des politiques et des lois sur la migration. Il existe diverses plateformes de dialogue politique suivi sur la migration.

- Solutions novatrices
 - Position africaine commune sur la migration et le développement
 - Fonds CEDA- Espagne pour la migration et le développement

- Forum panafricain sur la migration, plateforme de consultations élargies sur la migration à l'échelle du continent
- Aperçu des bonnes pratiques de la région :
 - Lois et politiques
 - Dialogue ACP-UE sur la migration : Politique nationale d'intégration
 - Position africaine commune sur la migration et le développement
 - Union africaine : Cadre pour les politiques de migration visant à orienter les politiques migratoires régionales et nationales
 - Union africaine : Cadre pour les politiques de migration
 - Accord bilatéral sur la main-d'œuvre entre l'Arabie saoudite et l'Ethiopie
 - Accord bilatéral sur la main-d'œuvre entre l'Arabie saoudite et l'Ethiopie et l'Ouganda
 - COMESA : Loi relative à la lutte contre la traite d'êtres humains
 - COMESA : Protocole sur la libre circulation des personnes
 - COMESA : Protocole relatif à l'exemption de visa
 - Protocole portant création du marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est
 - Fonds CEDAO-Espagne pour la migration et le développement
 - CEDEAO : Approche commune en ce qui concerne les migrations et le développement (sexospécificités et migrations)
 - Déclaration de Rome
 - SADC : Protocole sur la facilitation de la circulation des personnes
 - SADC : Plan d'action régional sur les migrations irrégulières et mixtes
 - SADC : Plan d'action régional sur la migration de travail
 - Traité pour l'établissement de la Communauté d'Afrique de l'Est (articles 76 et 104)
 - Projets
 - Programme d'action ACP-UE sur la migration
 - Action en faveur de la liberté de circulation des personnes et de la migration en Afrique de l'Ouest
 - Mécanismes de renforcement des capacités
 - Dialogue ACP-UE sur la migration : formation sur la réintégration
 - PCR de l'IGAD : renforcement des capacités de gouvernance des migrations
 - DIMAC : activités de renforcement des capacités
 - Manuels, orientations et publications
 - L'Afrique centrale face aux défis migratoires (DIMAC)

- Structures
 - Consultations sur le projet de protocole de l'IGAD sur la libre circulation des personnes et la transhumance visant à faciliter des migrations sûres, ordonnées et régulières
 - Fonds CEDAO-Espagne pour la migration et le développement
 - Postes frontière intégrés dans les pays du COMESA
- Recherche, collecte et analyse de données
 - Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale
 - Partage de données entre les pays de la CAE
- Dialogue et coopération interétatiques sur des questions migratoires communes
 - Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale
 - Dialogue ACP-UE sur la migration
 - CAE
 - Forum panafricain sur la migration
 - PCR de l'IGAD
 - MIDSA

Appendice 3 du « Résumé des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR. Recommandations transrégionales. »



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

Aperçu des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR (Amériques)⁶⁰

Dans la perspective de la septième Réunion mondiale des PCR, organisée à Genève (Suisse) les 10-11 octobre, une enquête avait été menée auprès de mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) (processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux et Dialogues sur la migration), des commissions régionales des Nations Unies et d'organisations économiques régionales en vue de prendre en considération leurs réflexions et recommandations respectives concernant le pacte mondial sur les migrations. Il a été demandé que les réponses soient regroupées selon les six thèmes et les 24 éléments du pacte mondial.

Vingt-sept questionnaires dûment remplis ont été reçus de 20 MCIM, quatre commissions régionales des Nations Unies et trois organisations économiques régionales, représentant un récapitulatif des réponses de chaque entité ayant répondu au questionnaire. Dans le cas des MCIM, il a été demandé aux secrétariats de coordonner les réponses avec les présidents respectifs. Les résultats de l'enquête seront examinés à la septième Réunion mondiale des PCR, lors de la session 2, pour laquelle quatre groupes de discussion régionaux ont été constitués : 1) Afrique, 2) Amériques, 3) Europe, 4) Asie, Pacifique et Moyen-Orient.

Aperçu des réponses des Amériques

En juin 2017, il a été demandé à sept entités, couvrant les Amériques, de remplir le questionnaire. Au 10 octobre 2017, cinq avaient répondu – un PCR, deux FIR⁶¹ et deux organisations partenaires :

⁶⁰ Le présent résumé a été élaboré par la Division des partenariats internationaux de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur la base des réponses au questionnaire.

⁶¹ Les réponses à l'enquête des forums interrégionaux sur la migration (FIR) apparaissent dans les résultats de chaque région couverte par les FIR.

Mécanismes consultatifs interétatiques		Organisations partenaires des MCIM	
PCR	FIR	Organisations économiques régionales	Commissions régionales des Nations Unies
Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla)	Dialogue Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – Union européenne (UE) sur la migration Consultations intergouvernementales sur les politiques en matière de droit d'asile, de réfugiés et de migrations (CIG)	Marché commun du Sud (MERCOSUR)	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Aucune réponse n'a été reçue de : Consultations caribéennes sur la migration et Conférence sud-américaine sur la migration (SACM).

I. Recommandations

Trois entités (Dialogue ACP-UE sur la migration,⁶² Conférence régionale sur les migrations, CEPALC) ont formulé des recommandations concrètes concernant le pacte mondial sur les migrations. Deux autres (CIG,⁶³ MERCOSUR) n'ont pas pu communiquer des recommandations concrètes sur le pacte mondial.

Seul le Dialogue ACP-UE sur la migration a formulé des recommandations sur les six thèmes.

Aucune des entités ne semble avoir formulé des recommandations concernant le thème du pacte mondial concernant les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes.

- Recommandations récurrentes

Les recommandations de cette région portent sur les thèmes suivants :

- **Thème 1 du pacte mondial** : une entité.

Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance.

- **Thème 2 du pacte mondial** : une entité.

Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes.

- **Thème 3 du pacte mondial 3** : une entité.

La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration.

⁶² Selon le questionnaire dûment rempli, le Dialogue ACP-UE sur la migration aborde tous les points énumérés sous chaque thème du pacte mondial ; par conséquent, tous les éléments ont été considérés comme étant couverts par le Dialogue ACP-UE

⁶³ Les CIG ont indiqué dans leurs réponses qu'elles n'avaient pas encore pu communiquer leurs recommandations, pratiques exemplaires et approches communes.

– **Thème 4 du pacte mondial** : deux entités

Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis.

Les recommandations récurrentes portent sur la contribution des envois de fonds au développement.

– **Thème 5 du pacte mondial** : deux entités

La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.

Les recommandations récurrentes portent sur la nécessité de s'attaquer aux causes des migrations ; des solutions à la situation des migrants dans les pays en crise ; et les nouvelles chances que les migrations internationales offrent aux migrants et à leur famille.

– **Thème 6 du pacte mondial** : une entité

Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite.

II. Bonnes pratiques et solutions novatrices

Les résultats de l'enquête ont mis en évidence une multitude de bonnes pratiques dans la région qui concernent des lois, des politiques, des structures, des projets, des manuels et des méthodologies. La plupart des bonnes pratiques sont des politiques et des lois sur la migration. Les entités interrogées ont attiré l'attention sur des mécanismes et fonds efficaces susceptibles de présenter un intérêt pour d'autres régions. Des exemples de coopération réussie entre des PCR et des commissions régionales des Nations Unies, des PCR et des organisations intergouvernementales régionales, et des PCR et des partenaires non gouvernementaux ont été cités.

- Solutions novatrices
 - Coopération entre la Conférence régionale sur les migrations et l'OIM pour fournir des billets d'avion bon marché aux migrants retournant au pays
 - Conférence régionale sur les migrations et CEPALC/CELADE : Etude sur le couple migration et développement
 - Conférence régionale sur les migrations : Réseau d'organisations de la société civile
 - Conférence régionale sur les migrations : Fonds de mise en œuvre destiné aux migrants vulnérables, y compris les femmes, les enfants et les adolescents
 - Conférence régionale sur les migrations : Fonds pour les retours
- Aperçu des bonnes pratiques de la région.
 - Lois et politiques
 - Dialogue ACP-UE sur la migration : Politique nationale d'intégration
 - Accord régional du MERCOSUR
 - Consensus de Montevideo sur la population et le développement
 - Lois sur la migration des Etats membres de la Conférence régionale sur les migrations
 - Conférence régionale sur les migrations : Document régional sur l'assistance aux migrants extra-régionaux

- Conférence régionale sur les migrations : Document régional sur les visas de voyage
- Projets
 - Programme d'action ACP-UE sur la migration
- Mécanismes de renforcement des capacités
 - Dialogue ACP-UE sur la migration : formation sur la réintégration
 - Conférence régionale sur les migrations : renforcement des capacités en matière de migration et développement
- Manuels, orientations et publications
 - MERCOSUR : Guide régional relatif à l'identification et à la prise en considération des besoins spéciaux des enfants et adolescents migrants en matière de protection de leurs droits
 - Conférence régionale sur les migrations : Tableau comparatif des lois sur la lutte contre la traite d'êtres humains
 - Conférence régionale sur les migrations : Orientations relatives aux enfants migrants non accompagnés
 - Conférence régionale sur les migrations : Mémoire d'accord sur le retour volontaire assisté
 - Conférence régionale sur les migrations : Orientations régionales sur les mécanismes de retour bilatéraux et multilatéraux au sein des Etats membres des PCR
 - Conférence régionale sur les migrations : Orientations régionales sur l'identification des profils et les mécanismes d'orientation pour aider les migrants vulnérables
 - Conférence régionale sur les migrations : Orientations régionales sur la protection des enfants victimes de la traite d'êtres humains
 - Conférence régionale sur les migrations : Orientations régionales sur le rapatriement d'enfants, d'adolescents et de femmes victimes de la traite
- Structures
 - MERCOSUR : Institut de politiques publiques dans le domaine des droits de l'homme (IPPDH)
 - MERCOSUR : Mécanisme de coordination pour la prise en charge des femmes victimes de la traite des personnes
 - MERCOSUR : Réunions des commissions nationales pour les réfugiés (CONARES)
 - MERCOSUR : Forum spécialisé sur les migrations
 - MERCOSUR : Commission permanente Niñ@Sur
 - MERCOSUR : Mécanisme régional relatif à l'identification et à la prise en considération des besoins spéciaux des enfants et adolescents migrants en matière de protection de leurs droits (basé sur les orientations respectives du MERCOSUR)
 - Conférence régionale sur les migrations : Groupe spécial sur les réalités migratoires en constante évolution dans la région
 - Conférence régionale sur les migrations : Fonds de mise en œuvre destiné aux migrants vulnérables, y compris les femmes, les enfants et les adolescents

- Conférence régionale sur les migrations : Réseau d'agents chargés de la protection consulaire
- Conférence régionale sur les migrations : Réseau d'agents chargés de la lutte contre la traite d'êtres humains et le trafic illicite de migrants
- Conférence régionale sur les migrations : Fonds pour les retours
- Recherche, collecte et analyse de données
 - Echange d'informations sur la migration et le développement
 - Conférence régionale sur les migrations : Système d'échange de données statistiques sur les migrations en Amérique centrale et Més-Amérique
- Dialogue et coopération interétatiques sur des questions migratoires communes
 - Dialogue ACP-UE sur la migration
 - MERCOSUR
 - Conférence régionale sur les migrations

Appendice 4 du « Résumé des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR. Recommandations transrégionales. »



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

Aperçu des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR (Asie, Pacifique et Moyen-Orient)⁶⁴

Dans la perspective de la septième Réunion mondiale des PCR, organisée à Genève (Suisse) les 10-11 octobre, une enquête avait été menée auprès de mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) (processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux et Dialogues sur la migration), des commissions régionales des Nations Unies et d'organisations économiques régionales en vue de prendre en considération leurs réflexions et recommandations respectives concernant le pacte mondial sur les migrations. Il a été demandé que les réponses soient regroupées selon les six thèmes et les 24 éléments du pacte mondial.

Vingt-sept questionnaires dûment remplis ont été reçus de 20 MCIM, quatre commissions régionales des Nations Unies et trois organisations économiques régionales, représentant un récapitulatif des réponses de chaque entité ayant répondu au questionnaire. Dans le cas des MCIM, il a été demandé aux secrétariats de coordonner les réponses avec les présidents respectifs. Les résultats de l'enquête seront examinés à la septième Réunion mondiale des PCR, lors de la session 2, pour laquelle quatre groupes de discussion régionaux ont été constitués : 1) Afrique, 2) Amériques, 3) Europe, 4) Asie, Pacifique et Moyen-Orient.

Aperçu des réponses des régions Asie, Pacifique et Moyen-Orient

En juin 2017, il a été demandé à onze entités de participer à l'enquête pour les régions de ce groupe de discussion. Au 10 octobre 2017, huit avaient répondu : six pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (Dialogue 5+5, Dialogue d'Abou Dhabi, Dialogue ACP-UE sur la migration, ARCP, Processus de Rabat et CESA) et deux pour l'Asie et le Pacifique (Processus de Colombo et CESAP).⁶⁵ Elles représentent deux PCR, quatre FIR⁶⁶ et deux organisations partenaires :

⁶⁴ Le présent résumé a été élaboré par la Division des partenariats internationaux de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur la base des réponses au questionnaire.

⁶⁵ Des recommandations sont attendues après la consultation régionale sur le pacte mondial de la CESAP de novembre 2017.

⁶⁶ Les réponses à l'enquête des forums interrégionaux sur la migration (FIR) apparaissent dans les résultats de chaque région couverte par les FIR.

Mécanismes consultatifs interétatiques		Organisations partenaires des MCIM	
PCR	FIR	Organisations économiques régionales	Commissions régionales des Nations Unies
Processus consultatif régional pour les pays arabes sur les questions relatives aux migrations et aux réfugiés (ARCP) Processus de Colombo (Processus consultatif régional sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle pour les pays d'origine en Asie)	Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale Dialogue d'Abou Dhabi (Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle intéressant les pays d'origine et de destination en Asie) Dialogue Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – Union européenne (UE) sur la migration Processus de Rabat (Dialogue euro-africain sur la migration et le développement)		Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Aucune réponse n'a été reçue de : Processus de Bali, Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG), Conférence des directeurs d'immigration du Pacifique (CDIP).

I. Recommandations

Au Moyen-Orient, quatre entités (Dialogue 5+5,⁶⁷ Dialogue ACP-UE sur la migration,⁶⁸ Dialogue d'Abou Dhabi, ARCP) ont formulé des recommandations concrètes concernant le pacte mondial sur les migrations, et deux entités (Processus de Rabat⁶⁹ et CESAO⁷⁰) n'ont formulé aucune recommandation concrète sur le pacte mondial destinée à être communiquée à l'extérieur.

En Asie, en Australie et dans le Pacifique, le Dialogue d'Abou Dhabi et le Processus de Colombo ont formulé des recommandations concrètes concernant le pacte mondial, tandis que la CESAP n'a pas pu communiquer des recommandations concrètes sur cette question.

Seul le Dialogue ACP-UE sur la migration a formulé des recommandations sur les six thèmes.

- Recommandations récurrentes

Les recommandations de cette région portent sur les thèmes suivants :

⁶⁷ Des recommandations concrètes seront finalisées après la réunion de novembre 2017.

⁶⁸ Selon le questionnaire dûment rempli, le Dialogue ACP-UE sur la migration aborde tous les points énumérés sous chaque thème du pacte mondial ; par conséquent, tous les éléments ont été considérés comme étant couverts par le Dialogue ACP-UE.

⁶⁹ Si le Processus de Rabat n'a fourni aucune recommandation ni bonne pratique, il a élaboré des orientations relatives au pacte mondial sur les migrations et un document officiel sur les principaux points de convergence et de divergence au sujet des réunions thématiques informelles sur le pacte mondial.

⁷⁰ Aucune recommandation n'avait été formulée par la CESAO lors de la soumission du questionnaire, mais des recommandations seraient élaborées après ses consultations régionales sur le pacte mondial.

– **Thème 1 du pacte mondial** : trois entités.

Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance.

Les recommandations récurrentes portent sur la protection effective des droits des migrants.

– **Thème 2 du pacte mondial** : trois entités.

Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes.

Les recommandations récurrentes portent sur la défense des droits du travail et la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger.

– **Thème 3 du pacte mondial** : cinq entités.

La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration.

Les recommandations récurrentes portent sur la facilitation de migrations dans des conditions sûres, ordonnées et régulières ; une coopération internationale accrue en vue de renforcer la gouvernance des migrations ; et les responsabilités et obligations des migrants envers les pays d'accueil.

– **Thème 4 du pacte mondial** : trois entités.

Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis.

Les recommandations récurrentes portent sur l'importance des envois de fonds comme source de capitaux privés, et leur contribution au développement ; la participation des migrants au développement durable ; l'utilisation de la contribution des diasporas ; et la réalité pluridimensionnelle des migrations internationales et son importance pour le développement des pays d'origine, de transit et de destination.

– **Thème 5 du pacte mondial** : deux entités.

La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.

Les recommandations récurrentes portent sur la nécessité de s'attaquer aux causes des migrations ; et des solutions à la situation des migrants dans les pays en crise.

– **Thème 6 du pacte mondial** : trois entités.

Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite.

Les recommandations récurrentes portent sur la lutte contre la traite d'êtres humains, le trafic illicite de migrants et les formes contemporaines d'esclavage ; et l'assistance aux victimes de la traite.

II. Bonnes pratiques et solutions novatrices

Les réponses ont mis en évidence une multitude de bonnes pratiques dans les régions visées, qui concernent notamment des lois, des politiques, des structures et des projets. La plupart des bonnes pratiques ont trait à des politiques et à des lois sur la migration. Il existe diverses plateformes de dialogue politique suivi sur la migration.

- Solutions novatrices
 - Normes de la CESAO
- Aperçu des bonnes pratiques de la région :
 - Lois et politiques
 - Dialogue ACP-UE sur la migration : Politique nationale d'intégration
 - Dialogue d'Abou Dhabi : Accord visant à élaborer un prototype de plateforme numérique régionale, fondé sur les initiatives gouvernementales actuellement mises en œuvre à l'échelle nationale et bilatérale, qui facilite la mobilité de la main-d'œuvre
 - Accord entre les pays du Dialogue d'Abou Dhabi pour faciliter la validation, le perfectionnement et la reconnaissance mutuelle des compétences d'un bout à l'autre du cycle migratoire
 - Accords bilatéraux sur la main-d'œuvre entre les pays d'origine et de destination du Processus de Colombo, du Dialogue d'Abou Dhabi et du Dialogue Asie-UE
 - CESAO : Stratégies nationales sur les migrations
 - CESAO : Processus de vote à l'extérieur du pays
 - CESAO : Ratification des lois sur la lutte contre la migration irrégulière, le trafic illicite de migrants et la traite d'êtres humains
 - CESAO : Ratification des lois qui fournissent des protections aux travailleurs domestiques migrants - CESAO : Ratification du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants
 - CESAO : Contrats de travail type
 - CESAO : Systèmes de protection des salaires pour les travailleurs migrants qui obligent les employeurs à verser directement les salaires des employés sur leur compte bancaire
 - Projets
 - Programme d'action ACP-UE sur la migration
 - Dialogue d'Abou Dhabi : Programme global d'information et d'orientation (CIOP)
 - Dialogue d'Abou Dhabi : Projet pilote entre les Emirats arabes unis et les Philippines visant à introduire une surveillance gouvernementale conjointe du processus de recrutement et à réduire le risque pour les travailleurs migrants de payer des frais de recrutement
 - Dialogue d'Abou Dhabi : Projet pilote sur la mise en valeur, la validation, le perfectionnement et la reconnaissance des compétences : Emirats arabes unis et Koweït
 - Dialogue d'Abou Dhabi : Projet pilote EAU - Philippines sur un modèle alternatif de recrutement de main-d'œuvre
 - Mécanismes de renforcement des capacités
 - Dialogue ACP-UE sur la migration : formation sur la réintégration
 - Processus de Colombo : programme d'orientation avant le départ pour les travailleurs migrants
 - Processus de Colombo : colloques régionaux sur les intermédiaires du recrutement

- Manuels, orientations et publications
 - Processus de Colombo : Guide régional sur les modules et le système de gestion de l'orientation avant le départ
 - Processus de Colombo : Lignes directrices relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle, élaborées par l'initiative Migrants dans les pays en crise, « Protection des ressortissants de l'étranger en cas de crise »
 - Processus de Colombo : Guide opérationnel relatif à la recherche sur le marché du travail
 - Processus de Rabat : Orientations relatives au pacte mondial sur les migrations
 - Processus de Rabat : Document officiel sur les principaux points de convergence et de divergence au sujet des réunions thématiques informelles sur le pacte mondial
- Structures
 - Système de gestion des services avant le départ et à l'arrivée et de préparation à l'emploi, coordonné par le Dialogue d'Abou Dhabi, à l'intention des travailleurs étrangers dans trois couples de pays : Royaume d'Arabie saoudite et Bangladesh ; Emirats arabes unis et Sri Lanka ; Emirats arabes unis et Philippines
 - Processus de Colombo : Groupe de travail thématique sur les rapatriements de fonds
 - Processus de Colombo : Collaboration multipartite avec l'Alliance des associations asiatiques de fournisseurs de services spécialisés dans le recrutement à l'étranger (OESPAAA)
 - CESA : Coopération régionale et internationale en matière de migration
- Recherche, collecte et analyse de données
 - Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale
 - Etude en cours de réalisation par le Dialogue d'Abou Dhabi visant à déterminer l'incidence de la formation et de la validation des compétences des travailleurs migrants du secteur de la construction dans les Emirats arabes unis.
 - Dialogue d'Abou Dhabi : Etude sur le secteur du recrutement de la main-d'œuvre entre les Emirats arabes unis, le Kerala (Inde) et le Népal
 - Processus de Colombo : Etude régionale intitulée « Recruitment Monitoring and Migrant Welfare Assistance: What Works ? »
- Dialogue et coopération interétatiques sur des questions migratoires communes
 - Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale
 - Dialogue ACP-UE sur la migration
 - Dialogue d'Abou Dhabi
 - ARCP : Dialogue politique sur la migration
 - CESA

Appendice 5 du « Résumé des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR. Recommandations transrégionales. »



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Septième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration

Aperçu des résultats de l'enquête réalisée pour la septième Réunion mondiale des PCR (Europe)⁷¹

Dans la perspective de la septième Réunion mondiale des PCR, organisée à Genève (Suisse) les 10-11 octobre, une enquête avait été menée auprès de mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) (processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux et Dialogues sur la migration), des commissions régionales des Nations Unies et d'organisations économiques régionales en vue de prendre en considération leurs réflexions et recommandations respectives concernant le pacte mondial sur les migrations. Il a été demandé que les réponses soient regroupées selon les six thèmes et les 24 éléments du pacte mondial.

Vingt-sept questionnaires dûment remplis ont été reçus de 20 MCIM, quatre commissions régionales des Nations Unies et trois organisations économiques régionales, représentant un récapitulatif des réponses de chaque entité ayant répondu au questionnaire. Dans le cas des MCIM, il a été demandé aux secrétariats de coordonner les réponses avec les présidents respectifs. Les résultats de l'enquête seront examinés à la septième Réunion mondiale des PCR, lors de la session 2, pour laquelle quatre groupes de discussion régionaux ont été constitués : 1) Afrique, 2) Amériques, 3) Europe, 4) Asie, Pacifique et Moyen-Orient.

Aperçu des réponses de l'Europe

En juin 2017, il a été demandé à onze entités, couvrant l'Europe, de remplir le questionnaire. Au 10 octobre 2017, toutes avaient répondu – quatre PCR, cinq FIR⁷² et deux organisations partenaires :

71 Le présent résumé a été élaboré par la Division des partenariats internationaux de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur la base des réponses au questionnaire.

72 Les réponses à l'enquête des forums interrégionaux sur la migration (FIR) apparaissent dans les résultats de chaque région couverte par les FIR.

Mécanismes consultatifs interétatiques		Organisations partenaires des MCIM	
PCR	FIR	Organisations économiques régionales	Commissions régionales des Nations Unies
Processus d'Almaty	Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale	Commission économique eurasienn	Commission économique pour l'Europe (CEE)
Processus de Budapest	Dialogue Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – Union européenne (UE) sur la migration		
Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental	Consultations intergouvernementales sur les politiques en matière de droit d'asile, de réfugiés et de migrations (CIG)		
Processus de Prague	Processus de Khartoum (Initiative sur la route migratoire UE-Corne de l'Afrique) Processus de Rabat (Dialogue euro-africain sur la migration et le développement)		

I. Recommandations

Cinq entités (Dialogue 5+5,⁷³ Dialogue ACP-UE sur la migration,⁷⁴ Processus d'Almaty, Processus de Budapest et Commission économique eurasienn) ont formulé des recommandations concrètes concernant le pacte mondial sur les migrations. Six autres (Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental,⁷⁵ CIG,⁷⁶ Processus de Khartoum, Processus de Prague, Processus de Rabat⁷⁷ et CEE) n'ont pas pu finaliser de recommandations concrètes sur le pacte mondial destinées à être communiquées à l'extérieur. Si le Processus de Rabat n'a fourni aucune recommandation ni bonne pratique, il a indiqué qu'il avait élaboré les orientations relatives au pacte mondial sur les migrations et le document officiel sur les principaux points de convergence et de divergence au sujet des réunions thématiques informelles sur le pacte mondial. Seuls le Dialogue ACP-UE sur la migration et le Processus de Budapest ont formulé des recommandations sur les six thèmes.

⁷³ Des recommandations concrètes seront finalisées après la réunion de novembre 2017.

⁷⁴ Selon le questionnaire dûment rempli, le Dialogue ACP-UE sur la migration aborde tous les points énumérés sous chaque thème du pacte mondial ; par conséquent, tous les éléments ont été considérés comme étant couverts par le Dialogue ACP-UE.

⁷⁵ Le mode de fonctionnement actuel du Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental et son mandat ne prévoient pas de disposition pour élaborer des recommandations officielles ou identifier des principes communs concernant le pacte mondial sur les migrations ou les politiques des Etats participants. Actuellement, le Groupe sur les migrations et l'asile du Partenariat oriental fait fonction de plateforme d'échange de pratiques exemplaires dans le domaine de la migration entre les Etats participants et les Etats membres de l'Union européenne. Chaque Etat participant décide librement des pratiques à prendre en compte pour l'élaboration et la mise en œuvre de ses propres politiques.

⁷⁶ Selon les réponses des CIG, cette information n'a pas encore pu être communiquée.

⁷⁷ Cette entité a élaboré les orientations du Processus de Rabat relatives au pacte mondial sur les migrations et le document officiel sur les principaux points de convergence et de divergence au sujet des réunions thématiques informelles sur le pacte mondial.

- Elements communs

Le thème qui revient le plus souvent dans les réponses des PCR et des FIR européens est le thème 2 du pacte mondial « *Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes* ». Dans le cadre de ce thème, l'égalité des droits pour les travailleurs migrants, les technologies de l'information à l'appui de la gestion des migrations, l'élaboration de directives relatives aux besoins des femmes migrantes vulnérables, l'assurance et les soins médicaux ont aussi été évoqués.

- Différences

Il y a des différences entre les PCR et les FIR européens, telles que la priorité donnée par la CEE au thème de la « *coopération internationale et de la gouvernance des migrations* », plus particulièrement l'élément « v » relatif aux données ventilées, et les recommandations de haut niveau du Processus d'Almaty sur « *les droits de l'homme de tous les migrants* » et « *la coopération internationale et la gouvernance* ».

- Recommandations récurrentes

Les recommandations de cette région portent sur les thèmes suivants :

- **Thème 1 du pacte mondial** : quatre entités

Les droits de l'homme de tous les migrants, l'inclusion sociale, la cohésion et toutes les formes de discrimination, dont le racisme, la xénophobie et l'intolérance.

Les recommandations récurrentes portent sur la protection effective des droits des migrants ; l'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil ; et la lutte contre le racisme, la xénophobie, la discrimination et l'intolérance visant les migrants.

- **Thème 2 du pacte mondial** : trois entités

Les migrations irrégulières et les voies de migration régulières, ainsi que le travail décent, la mobilité de la main-d'œuvre, la reconnaissance des compétences et des qualifications et d'autres mesures pertinentes.

Les recommandations récurrentes portent sur la défense des droits du travail et la garantie de la sécurité sur le lieu de travail pour les travailleurs migrants.

- **Thème 3 du pacte mondial** : trois entités

La coopération internationale et la gouvernance des migrations sous tous leurs aspects, notamment les migrations aux frontières et en transit, les entrées, les retours, les réadmissions, l'intégration et la réintégration.

Les recommandations récurrentes portent sur la coopération à tous les niveaux sur tous les aspects des migrations ; la facilitation de migrations dans des conditions sûres, ordonnées et régulières, par des politiques migratoires planifiées et bien gérées ; une coopération internationale accrue en vue de renforcer la gouvernance des migrations ; une coopération en matière de retour et de réadmission ; et les responsabilités et obligations des migrants envers les pays d'accueil.

- **Thème 4 du pacte mondial** : deux entités

Les contributions des migrants et des diasporas à toutes les dimensions du développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds et de transferts d'avantages acquis.

Les recommandations récurrentes portent sur la contribution des envois de fonds au développement ; la participation des migrants au développement durable ; l'utilisation de la contribution des

diasporas ; et la réalité pluridimensionnelle des migrations internationales et son importance pour le développement des pays d'origine, de transit et de destination.

– **Thème 5 du pacte mondial** : deux entités

La lutte contre les facteurs des migrations, notamment contre les conséquences négatives des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des crises d'origine humaine, par la protection et l'assistance, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la prévention et le règlement des conflits.

Les recommandations récurrentes portent sur la nécessité de s'attaquer aux causes des migrations ; des solutions à la situation des migrants dans les pays en crise ; et les nouvelles chances que les migrations internationales offrent aux migrants et à leur famille.

– **Thème 6 du pacte mondial** : deux entités

Le trafic illicite de migrants, la traite d'êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage, y compris l'action menée pour identifier, protéger et aider les migrants et les victimes de la traite.

Les recommandations récurrentes portent sur la lutte contre la traite d'êtres humains et l'assistance aux victimes de la traite.

II. Bonnes pratiques et solutions novatrices

Les résultats de l'enquête ont mis en évidence une multitude de bonnes pratiques dans la région, concernant notamment des lois, des politiques, des structures, des projets, des manuels et des méthodologies. La plupart des bonnes pratiques citées sont des manuels, des guides, et des méthodologies. Des politiques et des législations régionales ont également été mentionnées.

- Solutions novatrices

Les directives du Processus d'Almaty, qui intègrent des mécanismes soucieux des sexospécificités dans les politiques, programmes et activités à l'échelle nationale, sont une mesure novatrice pour s'attaquer aux vulnérabilités spécifiques des femmes migrantes. Egalement sur le thème de la protection, l'Accord sur les pensions des travailleurs des Etats membres de la Commission économique eurasiennne est indiqué et devrait améliorer la protection sociale de ses membres. Le Programme numérique 2025 de la Commission économique eurasiennne représente aussi une initiative permettant d'améliorer l'échange d'informations entre les Etats membres.

- Aperçu des bonnes pratiques de la région :

- Lois et politiques

- Dialogue ACP-UE sur la migration : Politique nationale d'intégration
- Politiques migratoires modifiées au Kazakhstan et au Kirghizistan dans le cadre du Processus d'Almaty
- Libre circulation de la main-d'œuvre dans la Communauté économique eurasiennne
- Déclaration de Rome

- Projets

- Programme d'action ACP-UE sur la migration
- Processus d'Almaty : Projet sur les vulnérabilités et les besoins d'intégration des migrants en Asie centrale
- Processus de Budapest : Projet de Partenariat des routes de la soie sur les migrations 2014-2017

- Processus de Prague : Projet d'initiative ciblée
- Mécanismes de renforcement des capacités
 - Dialogue ACP-UE sur la migration : formation sur la réintégration
- Manuels, orientations et publications
 - Processus d'Almaty : Cartographie de la migration irrégulière en Asie centrale
 - Processus d'Almaty : Evaluation régionale sur le terrain des vulnérabilités et des besoins d'intégration des migrants en Asie centrale
 - Processus de Budapest : Manuel de formation sur la migration (irrégulière), la gestion des frontières et la lutte contre le trafic illicite et la traite d'êtres humains
 - Processus de Prague : Manuels sur le retour et la réadmission, l'identification de migrants irréguliers, la migration de main-d'œuvre et circulaire, la mobilité des étudiants internationaux, l'intégration, et la qualité dans la procédure d'asile
- Structures
 - Libre circulation de la main-d'œuvre à l'intérieur de la Communauté économique eurasiennne
 - Réseau d'experts régionaux sur les données en Asie centrale
- Recherche, collecte et analyse de données
 - Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale
 - Programme numérique 2025 de la Commission économique eurasiennne
 - CEE : Méthodologies sur les données migratoires, y compris les données sur la migration circulaire
- Dialogue et coopération interétatiques sur des questions migratoires communes
 - Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale
 - Dialogue ACP-UE sur la migration
 - Processus d'Almaty
 - Processus de Budapest
 - Processus de Khartoum
 - Processus de Prague



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations